Vendredi

17 mars 1995 n° 241 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

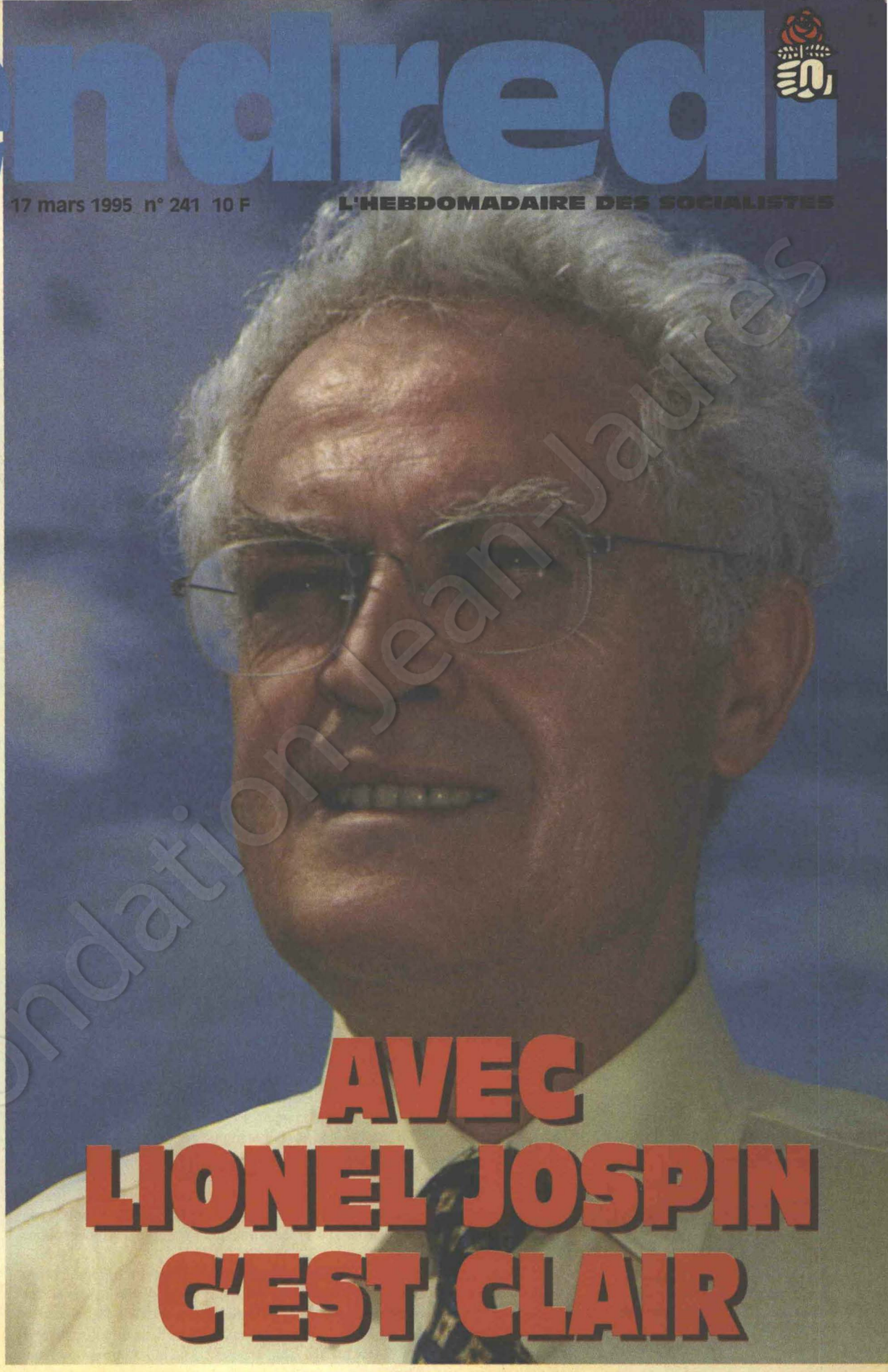
L'exemple d'IG Metall

Dans la grisaille du temps présent, un rayon de soleil venu d'Outre-Rhin a bousculé le désarroi caractéristique de notre époque pour nous offrir une bouffée d'espoir.
Je veux parler, pour la saluer, de la magnifique victoire des métallurgistes allemands qui ont obtenu, après une lutte syndicale menée de manière exemplaire, une réduction à 35 heures de leur durée hebdomadaire de travail avec de surcroît une hausse de salaire. Je dis bien une hausse !

Formidable désaveu pour Messieurs Balladur et Chirac, ces jumeaux du conservatisme qui croient encore que nous ne sortirons de la crise qu'en multipliant les cadeaux aux entreprises, en organisant la baisse des salaires et le démantèlement de la législation du travail.
Pied de nez superbe à Monsieur Giraud, ministre du Travail et auteur de la loi quinquennale -loi de régression sans précédent depuis 1945- qui expliquait le même jour au petit matin que la proposition de Lionel Jospin de réduire la durée du travail hebdomadaire à 37 heures d'ici 1997 était une "vieille lune socialiste".
Il ne faut jamais parler au petit matin sans avoir lu les journaux.
Sérieux encouragement pour les socialistes français qui, contre vents et marées, négligeant les "idées à la mode" ou la tentation d'un compromis dangereux, se sont prononcés pour la réduction à 35 heures de la semaine de travail, sur cinq ans, et sans baisse de salaire.

Bref, le combat syndical existe encore. Les rapports de force sociaux aussi. Et le progrès s'arrache toujours plus qu'il ne se quémande.
Quant aux angoissés des équilibres économiques qu'ils se rassurent : le mark se porte bien et l'économie allemande aussi.
A celles et ceux qui pourraient s'étonner de me voir chercher des motifs d'espérance en Allemagne, je veux rappeler que le combat des socialistes n'a pas de frontière et que cela s'est passé en Europe, et même dans le pays le plus puissant de cette Europe dont nous attendons de voir enfin émerger la dimension sociale !
Dans la bataille qui est aujourd'hui la nôtre, celle de l'élection présidentielle, cela doit nous encourager à redoubler d'effort et d'audace. Non la gauche n'est pas condamnée ! Mieux, quand elle se bat, elle gagne !

Henri Emmanuelli



AVEC LIONEL JOSPIN C'EST CLAIR

COUP DE JEUNE.

Chaque jour, il est exaspéré par la droite. Pour "Vendredi", il l'écrit chaque semaine. Le billet de Torvik. Lire p. 3

LIDER MAXIMO

En treillis ou en complet veston, Fidel Castro est-il "diplomatiquement correct" ? Lire p. 6

DEMANDEZ LE PROGRAMME

Quatre pages d'innovations, quatre pages de réflexion. Le candidat Lionel dévoile le président Jospin. Document. Lire p. 7, 8, 9 et 10.

ARTE EST-ELLE SNOB ?

Pour Jérôme Clément, elle est plus utile qu'un corps d'armée ! Entretien. Lire p. 11.

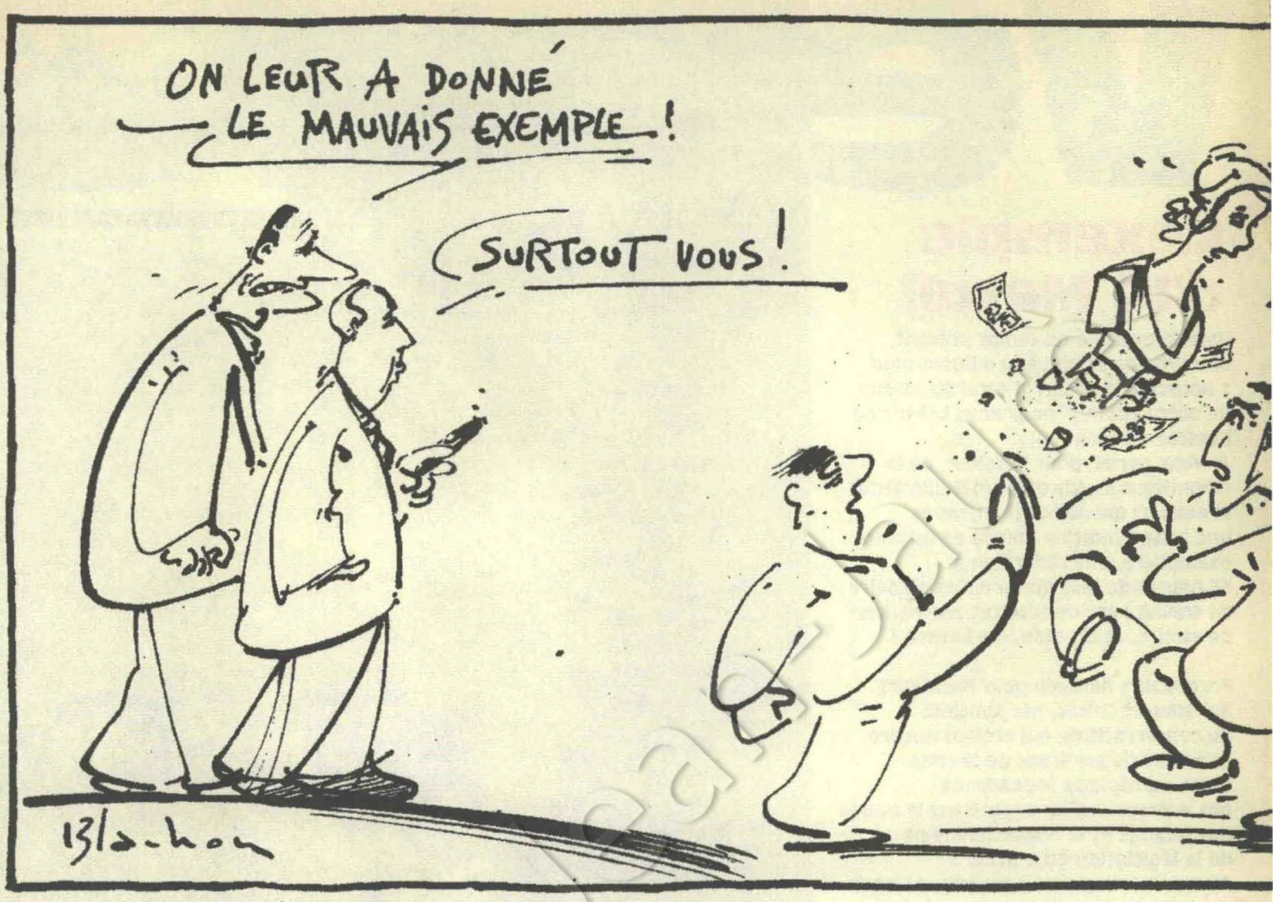
ISSN 0995-0583

Fondation Jean-Jaurès

Le billet de Vendredi

Les grands stratèges et les grands observateurs politiques du microcosme parisien nous somment de déterminer un adversaire privilégié dans la campagne électorale. Pardon de vous paraître simpliste mais notre adversaire reste la droite et, le moment venu, celui qui l'incarnera. Qui sera-t-il ? Peu importe. Dans l'attente, combattons la droite, toute la droite, sans tomber dans de subtiles distinctions qui troublent nos électeurs. Pardonnez-moi mais lorsqu'on voit les passerelles, les complicités, les indulgences qui existent çà et là, lorsqu'on observe les similitudes troublantes entre de Villiers et le Pen, nous en sommes à nous demander quelle droite mériterait notre indulgence. Balladur que le Pen couvre de courtoisie ou Chirac que de Villiers épargne ? La droite, c'est la droite, un axe continu : derrière Balladur, Pasqua, derrière Pasqua, Le Pen, derrière Chirac, Pons, l'homme d'Ouvéa, derrière Pons, de Villiers puis Le Pen... La majorité actuelle nous vole maintenant des programmes de gauche mais nous n'avons pas oublié les lois Pasqua que Chirac et le groupe RPR tout entier ont votées. Sans parler des raisonnements du maire de Paris sur les odeurs... Pardonnez-nous, Messieurs Pierre Bergé et Frédéric Mitterrand, mais vous ne nous ferez pas mordre à cet hameçon.

J. G.



Les enfants d'Édouard

**"Faut-il pleurer, faut-il en rire ?
Fait-elle envie ou bien pitié ?"**

Bertold Brecht et Ferrat se penchaient ainsi sur les frasques tardives de "la vieille dame indigne". C'est avec le même sourire que l'on peut regarder les membres du Gouvernement de M. Balladur, lorsqu'ils s'étrillent dans la cour de récréation de Matignon. Sans vergogne, ils se jettent à la figure leur portefeuille (ministériel s'entend) sous l'œil sévère du pion Sarkozy, un jeune homme des banlieues pauvres qui tente de remédier à des fins de mois difficiles en cumulant plusieurs "petits boulots": intérimaire à Bercy, petite main dans la communication, valet de campagne.

Mais voilà, le mécano, le train électrique, le circuit 24 avec lesquels s'amusent tous ces garnements de l'école nationale de l'Ambition, tous ces gosses de riches, c'est celui de la France. Ce sont de "vraies ambassades" qu'on supprime là, de "vrais consulats" qu'on ferme ici, au prétexte que le petit Juppé n'a pas voulu copier cent fois "je n'irai pas fumer aux toilettes avec M. Chirac". C'est la culture de la France avec laquelle on joue en ôtant, puis redonnant, son budget à ce galopin de Toubon pour l'obliger à porter les culottes courtes confectionnées par l'oncle Edouard avec les meilleurs tissus de chez "Old England": les fameux "Thatcher and Major". C'est la démocratie qui est trahie lorsque Séguin copie sa pseudo leçon sociale sur les cahiers de Jospin. C'est l'Etat qui est ridicule quand Pasqua, le redoublant du dernier rang, met sa panoplie de policier pour chasser du préau les vilains cow-boys de la CIA et profite du talkie-walkie qu'il a reçu à Noël pour écouter les conversations du voisin.

Bien sûr, de temps à autre, le principal descend encore remettre un peu d'ordre parmi cette bande turbulente, mais dans quelques jours il partira écrire ses mémoires, raconter l'époque où les élèves travaillaient, inventaient, réussissaient, évoquer cette dernière classe qu'il pouvait sans honte et sans crainte laisser à Pierre de Nevers qui depuis s'en est allé. Non, vraiment, il ne faudrait pas que l'école de la République tombe entre les mains d'un de ces chenapans de la droite.

Marc-Antoine Muret

BILAN C CONTRE

Après l'attentisme d'Edouard Balladur, les promesses démagogiques de Jacques chirac, la mode de ce début de printemps est au social chez les candidats de la majorité. Nouveau calcul électoral pour reconquérir un électorat déçu par leurs brefs passages à l'Hôtel Matignon. Que de dégâts, il est vrai, en si peu de temps...

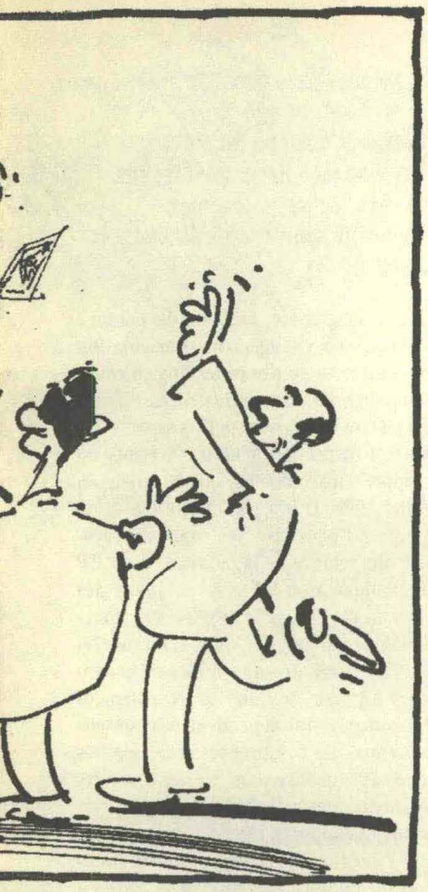
A quelques semaines seulement du premier tour de l'élection présidentielle, le décor de la campagne électorale est enfin planté. Fini les faux suspenses et les candidatures fantômes de ces derniers jours. Voici venu le temps d'un bilan contre bilan et d'un projet contre projet. Alors que 70 % des Français jugent positives les années Mitterrand, les candidats de la majorité s'adonnent à une critique acerbe des deux septennats. Attaques systématiques destinées à masquer les bilans peu glorieux des deux cohabitations. Pour plus de clareté et moins de parti pris, mettons les bilans socialistes et RPR côte à côte.

Alors que, par la loi Badinter, nous avons aboli la peine de mort et renforcé les droits des étrangers sur le territoire français, ils ont mis en place la logique du droit du sang, les contrôles au faciès, les Français de seconde zone traités en

Deux surprises pour nos lecteurs dans ce numéro. Une bonne : le 4-pages central des propositions de Lionel Jospin. Une mauvaise : nous avons dû, pour ce faire, supprimer une page à la rubrique "Monde" et votre espace "Courrier". Faute de place. On attend d'urgence des abonnements et vos sous. Pour nous soutenir. Car nous rêvons d'augmenter le nombre de pages de votre "Vendredi" !

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 474 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean Glavany • DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA PUBLICATION : Marc-Antoine Jamet - RESPONSABLE DE LA RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) - PHOTO : Pascal Lebrun (78.53) - MAQUETTE : Christine Lovinger (78.92) - PUBLICITÉ : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78-09)- SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61), Binh Vu Trong (78.53) - ABONNEMENTS : Sabine Sebah (78-56) - PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris - IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé – ROUTAGE : Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 - CRÉDIT PHOTO : P. Lebrun. Ce numéro a été tiré à 116 000 exemplaires.



L'intégrisme Bleu Blanc Rouge



Fidèle à ses méthodes de popularisateur, le vicomte Philippe de Villiers vulgarise le débat de la campagne électorale. Pour éviter l'amalgame avec un président du Front national contraint de jouer l'avocat de l'illégitime défense, le candidat du Mouvement Pour la France (MPF) a changé son fusil d'épaule. Sa nouvelle névrose n'est plus l'immigration mais la corruption. Les "affaires" passent avant les chômeurs ou les exclus, mais peu importent les priorités lorsque le marketing de la politique-scandale nourrit l'imagination des électeurs. Car le député européen, aux abonnés-absents du Parlement, est passé maître dans l'art du discours populiste : il simplifie un propos déjà simpliste, quitte un ton exagérément solennel pour des proverbes qu'il anime d'un ricanement nasilleur, fait du poids des mots et du choc des métaphores son arme de débat. Poli, parfois drôle et surtout "télévisuel", on l'imaginerait volontiers dans le rôle du Corniaud ou en animateur de la Roue de la fortune.

Ce bon chic bon gendre ne doit tromper personne. Sous le vernis du combat nécessaire contre les escroqueries et autres trafics d'influence, de la défense d'une légitime identité française au sein de la Communauté européenne, du refus de siéger avec les élus lepénistes à Strasbourg, éclatent des solutions radicales aux problèmes d'immigration, de nationalité, de contraception. Le Pen-Villiers, c'est blanc bonnet bonnet bleu, la fin des libertés. A ce retour en arrière, le candidat nationaliste a donné un nom qui en dit long, le néo-conservatisme -A quand le rétro-progressisme?- et un slogan, Villiers, c'est neuf. Les villiéristes n'ont plus peur de rien et espèrent rééditer le coup des européennes.

Le grain de sable est la double candidature Chirac-Balladur qui laisse peu d'espace vital à un troisième homme. De là vient peut-être cette soudaine animosité du Vendéen pour le Premier ministre. Balladur au pied du pommier, Chirac conquérant mais à la merci d'une ultime parade des troupes de l'Hôtel Matignon, Le Pen responsable mais pas coupable des dérapages meurtriers de ses militants, de Villiers n'a rien à perdre et nous rien à gagner sinon une France rétrograde, prisonnière de son isolement ; le XVIIIe siècle comme si vous y étiez. Puy ou diagonale du fou ?

Ne nous risquons pas à suivre ces extrêmes droites et épargnons à la France en mouvement ces plaies réactionnaires.

CONTRE BILAN, PROJET PROJET

fonction de leur nom et de leur couleur de peau...

Alors que nous avons cassé l'inflation, ils ont battu les records d'accroissement de la dette publique en deux ans. Fin 1992, la dette s'élevait à 2 100 milliards de francs. Fin 1995, elle sera supérieure à 3 100 milliards. Les observateurs internationaux ont alarmé le gouvernement français sur cette inquiétante dérive... Un chiffre parle : en deux ans, le gouvernement d'Edouard Balladur aura endetté chaque famille française de plus de 40 000 francs supplémentaires !

Alors que nous avons donné la priorité à l'éducation et lancé le grand mouvement de démocratisation de l'enseignement supérieur, ils ont commencé par menacer l'école publique dans ses fondements en tentant de réformer la loi Falloux, une attaque sans scrupules heureusement désavouée par le Conseil constitutionnel et par un million de personnes descendues dans la rue. On cherchait inutilement à relancer une guerre scolaire alors que nous avions apporté les meilleures garanties de paix...

Décidément, on en voulait à la jeunesse en tentant, quelques semaines plus tard, de dévaloriser les diplômes professionnels et d'instaurer un sous-smic pour les jeunes. Les manifestations étudiantes contraignirent la droite à reculer de nouveau.

Alors que nous avons fait voter la loi Auroux destinée à améliorer la vie du salarié dans l'entreprise, ils ont promulgué la loi Giraud qui démantèle totalement le droit du travail.

Alors que nous avons augmenté le smic, les allocations vieillesse, l'année dernière pour la première fois, les salaires réels ont régressé.

Autant d'échecs accumulés par la droite. Leurs mesures économiques et sociales en trompe-l'œil, leurs discours hypocrites ne doivent pas aveugler les Français. L'ensemble de leurs propositions pour les années à venir ressemblent à leurs bilans : elles menacent les libertés et les droits de nos concitoyens. Nous laisserons le soin à Lionel Jospin d'expliquer lui-même son programme. Arrêtons-nous cependant sur les projets des trois candidats susceptibles d'accéder au sacro-saint deuxième tour.

Chirac l'arnaque

Lionel Jospin s'est montré bien décidé à reprendre le mouvement historique de réduction du temps de travail. Une réforme qui apparaît aujourd'hui comme l'une des meilleures voies pour la lutte contre le chômage. Messieurs Balladur et Chirac nous parlent vaguement de négociations contractuelles et se gardent bien d'évoquer la question des salaires.

Alors que Lionel Jospin veut frapper le capital, ni le Premier ministre ni le maire de Paris ne souhaitent toucher à des mouvements de capitaux... qui sont aussi les leurs.

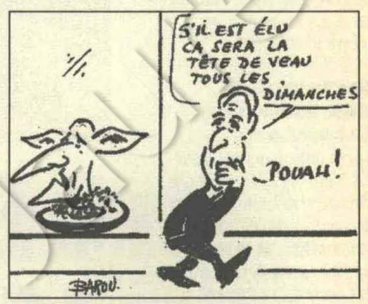
Quant aux différents problèmes de société -drogue, sida- le candidat socialiste les abordent avec fermeté, lucidité et humanité. Les frères ennemis de la majorité, eux, font la sourde oreille tandis que chaque jour pleuvent de nouvelles déclarations démagogiques.

Il y a des accents qui sonnent faux chez ces gens-là. Ces dernières semaines, le maire de Paris s'est emparé des mots symboliques du peuple de gauche : égalité, solidarité, justice sociale. Et ce changement de discours qui n'est qu'un nouveau travesti suffit à faire trembler les sondages et à déclencher de nouveaux ralliements. Jacques Chirac affirme lui-même qu'il ne défend plus les idées du RPR mais ses idées personnelles. Quel diagnostic pouvons-nous donner à cette soudaine transformation ? Tendance à un dédoublement de la personnalité ? Manque de convictions ? Nouvelle stratégie d'illusion ? Il est toujours temps aux femmes et aux hommes de gauche de réagir, de faire tomber le masque chiraquien, de mettre fin à l'immobilisme balladurien et de redonner à la France un nouvel élan social.

Jean Glavany

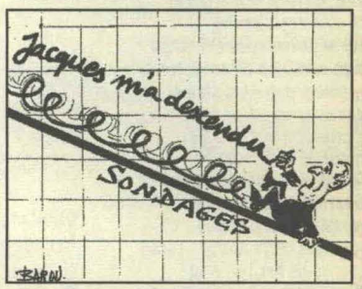
LA DROITE au crible

HONNÊTETÉ : Avec une tempérance qui a surpris, le directeur de cabinet d'Edouard Balladur n'est pas intervenu dans l'affaire CSI-Alcatel, laissant l'autre "petit Nicolas", celui du budget, défendre les salaires faramineux et autres plus-values du Premier ministre. Renseignements pris, cela valait mieux. "Ballazire" a été grassement payé entre 1991 et 1993 par une filiale de Thomson où il n'a jamais mis les pieds. Tel maître, tel vice !



CRUAUTÉ : Vent de panique la semaine dernière au 195 Bd Saint-Germain, une des trois tanières -avec l'Hotel de Ville et l'avenue d'Iéna- du candidat Chirac. Le bon docteur Pons, réunissant l'équipe de campagne, y donnait sa définition de la réconciliation au sein du RPR après les élections: "il y en aura qui auront simplement des droits et d'autres qui auront des privilèges". "Encore heureux qu'il ne veuille pas les enfermer dans la grotte d'Ouvéa" a mumuré un inquiet.

ENVOÛTÉ : Depuis le dernier France-Ecosse, Michèle Alliot-Marie n'en démord pas : "Balladur porte la poisse aux sportifs". Ayant déjà assisté de la tribune d'honneur aux défaites de notre équipe de foot devant Israël et la Bulgarie, le Premier ministre a vu nos rugbymen rentrer piteusement aux vestiaires. Un seul espoir pour la très chiraquienne ministre des sports : "qu'il soit battu, ou pas un Français ne passera le premier tour de Roland-Garros". Peut-on rappeler à cette blonde fille d'arbitre que nous avons un basketteur de talent dans nos rangs...



FATUITÉ : Les fonctionnaires de l'Assemblée commencent à rire de la propension de Philippe Séguin à s'approprier les mérites de ses prédécesseurs. Après le "premier" parlement des enfants qu'il réunit deux ans après Henri Emmanuelli, après la chaîne audiovisuelle de l'Assemblée nationale "inaugurée" plus de deux ans après sa création, après avoir "réformé" le règlement déjà rénové par Laurent Fabius, après l'invitation faite à un chef d'Etat ou de gouvernement étranger dont il "trouva" l'idée sur son bureau, se contentant de préférer le Roi d'Espagne au chancelier Kohl pressenti par la gauche, le voilà qui ouvre pour la "première fois" les salons Delacroix du Palais Bourbon. On espère que les dizaines de milliers de visiteurs des opérations portes ouvertes ou bien encore des bicentenaires de la Révolution ou de la République ne s'en formaliseront pas. Séguinistes, encore un petit effort pour être modestes !

TAXATION DES CAPITAUX SPÉCULATIFS

La proposition de Lionel Jospin visant à l'instauration d'une taxe mondiale de un pour mille sur les capitaux spéculatifs laisse perplexes certains commentateurs économiques. Pourtant, ce sont les mêmes qui parlent de l'urgence d'une refonte du système monétaire international...

VICTOIRE DES MÉTALLOS ALLEMANDS

Après onze jours de grève, les métallos allemands ont obtenu une augmentation de salaires de 4% et l'application de la semaine de 35 heures. Commentant cet accord, "Le Figaro" s'inquiète des "fâcheux effets" qu'il pourrait avoir sur l'économie allemande, en particulier sur l'emploi. Cette sollicitude aurait-elle quelque chose à voir avec la situation française ?

ÉLECTIONS AUX COMITÉS D'ENTREPRISE

Les résultats des élections de comités d'entreprise en 1993 font apparaître une remontée du taux de participation pour la première fois depuis 10 ans. La CFDT, avec 20,8%, a pris la première place des organisations syndicales représentatives, devant la CGT (19,6%).

SOMMET DE COPENHAGUE

Le sommet mondial sur le développement social a eu le mérite de poser les problèmes de la misère et du développement en termes d'intérêt général. Il a été question de la "clause sociale" dans les échanges internationaux (même si certains pays pauvres récusent cette notion). L'idée avance de lier l'aide au développement à la prise en compte des efforts pour améliorer la protection sociale, les droits syndicaux et combattre le travail des enfants.

STOP À LA LYONNAISE

Le maire de gauche de St-Michel-sur-Orge (Essonne) a gagné contre la "Lyonnaise des Eaux" déjà bien mouillée (v/Carignon) qui voulait faire payer une taxe illégale à ses administrés. Toutes les communes peuvent l'imiter et se faire rembourser. En outre, la "Lyonnaise" a tenté une OPA sur une compagnie des eaux anglaise, la Northumbrian Water, qui l'a envoyée se faire voir. Deux flops.



LES ZEP MENACÉES

La droite est-elle en train d'étouffer les zones d'éducation prioritaires (ZEP) pour mieux les enterrer quand l'heure sera venue ?

En 1990, Lionel Jospin, alors ministre de l'Education, avait créé 554 nouvelles ZEP et redéfini la carte de leur implantation. Il s'agissait d'une pièce importante des disposifs nouveaux mis en place pour lutter contre l'échec scolaire dans les milieux défavorisés et d'une composante de la politique de la Ville. Le principe de discrimination positive s'appliquait en donnant plus de moyens aux établissements et aux enseignants intervenant dans des lieux où les seuils d'échec scolaire appelaient un soutien renforcé : appui aux projets d'établissement, décharges, "indemnité de sujétion spéciale" (6200F par an), bonifications indiciaires...

Il était prévu de revoir la carte d'implantation des ZEP en 1993-1994 afin de l'adapter aux évolutions et aux bilans des expériences, de façon à éviter que des ZEP soient maintenues dans des quartiers ne les nécessitant plus alors que d'autres en seraient exclues injustement.

Las, le nouveau ministre de l'Education, François Bayrou, sans doute absorbé par d'autres préoccupations plus importantes, comme la promotion de l'école privée, n'a pas remis en route l'examen de la carte des ZEP, au risque de graves perturbations de leur fonctionnement. L'échéance a été reportée à... juin 1995.

ZOOM

- En 1993 : 100 000 HLM programmés
- En 1995 : 85 000
- Depuis 1988 on réhabilitait 200 000 logements tous les ans.
- Cette année, seulement la moitié sont inscrits au budget.

Simple négligence, absence de pilotage politique ou changement d'orientation inavoué ? Au vu des réflexions en cours dans son ministère, on pencherait plutôt pour cette dernière hypothèse.

Ainsi, l'Inspection générale a remis un rapport au ministre sur le sujet, en juillet 1994. Il n'a pas été publié et on comprend pourquoi : ce rapport préconise une relance de la politique des ZEP et explique que la mise en place des contrats de villes crée de graves dysfonctionnements. En effet, dans la mesure où les ZEP sont presque toujours constituées à partir de l'aire de recrutement des collèges -qui dépendent des conseils généraux- de nombreuses municipalités refusent d'inclure dans leurs projets les mesures concernant les collèges.

D'autres rapports, internes au ministère de l'Education, préconisent une diminution du nombre des ZEP et la mise en place d'un dispositif à trois niveaux : les ZEP proprement dites, les "établissements sensibles" et les établissements "particulièrement difficiles".

On peut s'interroger sur les raisons qui motivent une telle complexification du dispositif. Qui veut tuer son chien l'accuse d'avoir la rage. Ne s'agirait-il pas de remplacer la conception de discrimination positive en faveur des milieux défavorisés -à finalité pédagogique- par une autre, imprégnée de conceptions plus sécuritaires que pédagogiques ?

Serge Briand

3 QUESTIONS À JEAN-BAPTISTE EYRAUD, PRÉSIDENT DE "DROIT AU LOGEMENT"

Quelles perspectives pour l'occupation de la rue du Dragon ?

Première possibilité : le relogement des occupants et la mise à disposition de locaux pour l'association "Droits devant !". Pour les familles, il s'agit de les reloger à Paris, en fonction de leur lieu de travail, dans des logements sociaux et avec des loyers qui correspondent à leurs revenus. Deuxième possibilité : le rachat des lieux par une collectivité publique et leur transformation en logements sociaux et en lieux culturels. Mais pour l'instant, on en est au point mort. L'huissier est passé présenter les commandements de quitter les lieux . Du côté de la Préfecture, de la COGEDIM ou de la ville de Paris, rien de nouveau. Ils attendent sans doute les élections.

Est-ce que l'action que vous menez prend le relais de celle de l'Abbé Pierre ?

L'Abbé Pierre reconnaît que notre action a permis de relancer le débat sur la crise du logement. Mais on est dans une situation différente, avec la conjugaison d'une crise de l'emploi, d'une désolvabilisation des ménages et d'une progression continue des loyers. On a une crise du logement avec des logements, alors qu'en 1954 c'était une crise du logement sans logements. En 1962, le taux de vacance était de 2%. Aujourd'hui, il est de 7%. Sur 117 000 logements vides, les réquisitions peuvent toucher 5 000 à 10 000 logements. Mais l'essentiel c'est l'effet incitatif que cela peut avoir en remettant sur le marché une grande partie de ces logements et en accélérant les rotations.

Pensez-vous que Jacques Chirac a changé d'optique dans le domaine du logement ?

Pas d'une façon notable. Jacques Chirac a encore beaucoup de chemin à faire pour réparer ses erreurs passées, car il porte une responsabilité assez lourde dans la disparition massive des couches populaires à Paris. La Ville a mené une politique de "reconquête de l'Est parisien" ; elle a modifié le tissu social de tous les arrondissements populaires par des opérations qui ont favorisé la spéculation immobilière.

On attend une prise de position claire des candidats car la crise du logement est une crise intérieure : le marché immobilier est très peu dépendant des fluctuations internationales. Sont-ils favorables à la loi de réquisition des logements appartenant à de gros propriétaires ? A la mise en œuvre d'une taxe sur les logements vides ? A une politique volontaire de l'Etat pour résorber la crise du logement ?

Dans l'immédiat, nous travaillons avec 69 autres associations et syndicats à la préparation d'une manifestation, le 8 avril, pour les droits et l'égalité, contre les exclusions.

Propos recueillis par S.B.

Politique de la ville : à reconstruire

Existe-t-il encore une Politique de la Ville? La question se pose, au gré des incidents qui émaillent la vie des banlieues ou des rapports alarmants, tel celui que vient de publier Banlieuscopies.

Inaugurée par les gouvernements de gauche la politique de la ville a été mise en sommeil par la droite depuis 1993. Mais un certain nombre de décisions concernant le logement social ou d'orientations envisagées pour les zones d'éducation prioritaires traduisent une volonté, commune à toute la droite, de remettre en cause les orientations précédentes.

Les gouvernements de gauche avaient tenté de répondre à un ensemble de problèmes sociaux par un traitement au niveau de l'espace urbain où ils se posent de façon aigue. Non pas comme un palliatif à l'action au niveau des causes profondes, chômage et pauvreté, mais comme un ensemble d'actions cohérentes sur des problèmes spécifiques propres aux tissus urbains les plus défavorisés : logement, structures administratives, éducation, prévention de la délinquance...

La loi Delebarre de 1991 visait en particulier à dégager du terrain pour le logement social et à casser les ghettos, moyens financiers et actions interministérielles à l'appui. Depuis 1993, cette priorité a été abandonnée : plus de ministère propre, budget de l'Etat réduit de moitié, dérive vers des réponses sécuritaires. Alors qu'il aurait fallu renforcer ces moyens et étendre ce type d'intervention, la droite les a réduits et remet subrepticement en cause l'orientation elle-même.

Ainsi, le 24 décembre dernier, le gouvernement a fait adopter par le Parlement une modification de la loi qui supprime les contraintes financières exercées à l'encontre des communes qui refusent d'appliquer un minimum de 20% de logements sociaux par rapport au parc des résidences principales. Par un tour de passe passe, la majorité parlementaire a tout simplement "élargi" la notion de logement social à de tout autres types de logements!

Les communes concernées n'ayant plus aucun effort à faire, on encourage ainsi de nouveau la ségrégation et la formation de ghettos.

Cela relativise les propos "sociaux" d'un Jacques Chirac quant à ses intentions en matière de logement. Quant à M. Balladur, derrière l'immobilisme se profile la politique qu'il mènerait au cas où il serait élu président.

S. B.

Plus de SDF en deux ans ! Priorité au logement social

La France, terre des Droits de l'homme, patrie de la République, 4e puissance économique du monde doit et peut assurer à chacun le droit au logement... Pas seulement à un abri, à un toit, non ! à un vrai logement !

Commençons pas l'essentiel. En deux ans, il ne doit plus y avoir de SDF dans notre pays. C'est possible. Stoppons les expulsions et assurons une réelle mutualisation du risque-logement afin que celles et ceux qui sont touchés par le chômage ou des problèmes sociaux ne soient plus menacés et que les propriétaires ne soient pas eux aussi entraînés dans les difficultés !

Vu l'urgence, il faut réquisitionner les logements vides appartenant aux collectivités et aux grands investisseurs.

Au delà, l'Etat doit construire partout -sans accepter qu'un maire, une commune, y fassent obstacle- des logements d'insertion. Il doit réhabiliter les locaux vides.

L'incitation est utile mais, visiblement, cela ne suffit pas. Là comme ailleurs l'Etat doit retrouver son autorité lorsque la solidarité nationale est en cause. En zone urbaine, la taxation des locaux vides dégagera des subsides pour réhabiliter l'habitat ancien lorsque les propriétaires n'en ont pas les moyens.

Le droit au logement concerne aussi celles et ceux qui attendent un logement HLM parfois depuis des années, ou qui ne peuvent faire face à des loyers élevés ou à des traites trop lourdes.

Alors, parlons clair. Il n'y a pas une vague crise du logement. Il y a une crise du logement social.

La priorité est donc là et uniquement là. Tordons le cou aux fausses solutions qui tournent autour des cadeaux fiscaux sans contreparties selon le vieil adage de la droite : "Donnez de l'argent aux riches, cela finira par aider les pauvres !" En aidant les riches propriétaires, le SDF paraît-il trouvera une solution... Mensonge et scandale.

Une loi de programmation pour le logement social s'impose. Avec, chaque année : 100 000 PLA (prêt locatif aidé) ; 40 000 logements d'insertion ; 200 000 PALULOS (prêt à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale) ; 50 000 PAP (prêt d'accession à la propriété).

Mais aussi, créons un véritable statut pour les bailleurs privés qui assurent effectivement une fonction sociale, c'est-à-dire qui louent à des loyers abordables. Les aides financières, fiscales, ne sont justifiées que dans le cadre de la contrepartie d'usage social durable.

Le changement de cap avec la politique actuelle de la droite est net. Chirac et Balladur parlent du social mais, en fait, réduisent les crédits. Les leçons de notre pratique gouvernementale doivent être tirées. La crise du logement trouve ses racines dans la spéculation financière et foncière, la déstabilisation sociale que le système libéral engendre inéluctablement.

Il faudra bien s'attaquer aux racines du mal en relançant l'aide à la pierre, en régulant les prix, en encourageant une réforme foncière d'envergure. Au delà du traitement de l'urgence, des réformes radicales sont devenues incontournables. Les socialistes les proposent !

Marie-Noëlle Lienemann

MONNAIES

Chronique d'une crise annoncée

La crise monétaire née à Mexico a progressivement gagné toutes les places financières internationales avec pour conséquence prévisible un ralentissement de la croissance mondiale.

Mexico, New-York, Francfort, Paris : nouveau périple d'un de ces aventuriers de l'extrême qui apparaissent régulièrement sur nos écrans ? Plutôt celui de l'aventurisme le plus débridé, celui de "l'argent-fou" qui, depuis quelques semaines, soumet les marchés monétaires à ses sautes d'humeurs. Que s'est-il passé ? Le Mexique est aujourd'hui confronté à une grave crise financière (depuis le 20 décembre, le peso a perdu 50% de sa valeur). Les Américains qui ont beaucoup investi dans ce pays (64 milliards de dollars de 1991 à 1994) ne peuvent pas laisser la crise s'amplifier. La banque fédérale américaine soutient donc la cote de la devise mexicaine et vend ses propres dollars contre du peso. Résultat : le dollar baisse.

Les spéculateurs et autres acteurs financiers internationaux sachant pertinemment que l'intérêt des Etats-Unis est de soutenir le Mexique, ont anticipé la baisse du billet vert : ils ont eux-mêmes vendu leurs avoirs en dollars, ce qui a eu pour effet d'en accélérer la chute. Mais vendre une monnaie c'est en acheter une autre. Simultanément, les investisseurs financiers se sont mis à vendre leurs dollars pour acheter d'autres monnaies, des valeurs-refuge comme le yen ou le mark.

Réaction en chaîne

Le yen ayant beaucoup augmenté ces derniers temps, les chances de le voir continuer sa progression étaient minces. Les investisseurs ont donc jeté leur dévolu sur le mark : Francfort a atteint des sommets et le franc, qui lui est lié, s'est déprécié par rapport au mark. Ainsi, la crise s'est-elle propagée de Mexico à Paris, aggravée par les fâcheux déboires de la banque Barings sur les marchés dérivés asiatiques.

Conséquence : une perte de croissance à l'échelle mondiale. Le Mexique est déjà plongé dans la récession. Par contagion, l'Argentine et le Brésil, deux de ses principaux partenaires, verront leurs croissance réduite considérablement.

Egalement touchés, les grands argentiers européens devront revoir leurs copies : le Portugal et l'Espagne, qui ont subi une dévaluation, sont condamnés ainsi que l'Italie, à des politiques budgétaires restrictives pour soutenir leurs monnaies. La France risque fort d'être jetée dans le même panier et devra sans doute réduire ses déficits pour ne pas inquiéter les marchés...

Quel enseignement peut-on tirer de cette crise monétaire ?

- Il est clair, tout d'abord, que l'existence de la monnaie unique aurait sans doute évité à l'Europe d'être atteinte de plein fouet. En effet, si l'Union européenne en avait été dotée, l'écu aurait servi de monnaie-refuge et se serait apprécié vis-à-vis des autres devises. Cela aurait entraîné une baisse des taux d'intérêt des "quinze", ce qu'ils souhaitent actuellement majoritairement afin de relancer l'investissement et la consommation : paradoxalement, le désordre monétaire aurait eu des conséquences positives !
- Ensuite, il est urgent de parvenir à un accord international stabilisant les marchés financiers. Les sept grands pays industriels (le G7) ont révélé une fois de plus leur incapacité à coopérer. Malgré leurs multiples réunions et leur belle assurance, les pays les plus riches de la planète ne sont pas parvenus à enrayer la crise. Dès lors, une règlementation s'impose : en effet seule une taxation des placements spéculatifs à très court terme, à l'instar de celle que propose Lionel Jospin (taxe dite du "1 pour 1000") permettrait de décourager les mouvements erratiques de capitaux (et leurs profits mirobolants !) créant par là-même un véritable fonds de stabilisation monétaire international.

Frédéric Depetris



CASTRO À PARIS

BEAUCOUP DE BRUIT POUR QUOI ?

Lundi, mardi et mercredi derniers, Fidel Castro était à Paris. Cette visite semi-officielle était une première. Le chef des armées de l'Etat et du Parti communiste cubains a rempli son carnet de bal. Comme un poème de Prévert.

Le "lider maximo" a rencontré en effet le président de la République, le président de l'Assemblée nationale, le vice-président du patronat, le directeur général de l'Unesco et, à Dijon, "le Roi du poulet". Tous ont mis pour le recevoir les petits plats dans les grands. Mais qu'avaient donc à partager avec le dernier des Mohicans marxiste-léniniste, un président de gauche, un président chiraquien, un responsable du CNPF, et un magnat de l'agro-alimentaire ? Cuba est réputé pour sa musique, la "salsa". La "sauce", mélange de sons et de rythmes a fait le tour des ondes. L'escapade française du "barbu" avait incontestablement un côté "salsa", déconcertant et exotique.

Mais aujourd'hui la "sauce" colle au fond des plats. La Havane et Washington perpétuent la guerre froide, cinq ans après la chute du "mur", les Etats-Unis maintiennent un embargo commercial trentenaire. Et, dopé par la victoire électorale républicaine de novembre 1994, le sénateur (Jesse Helms a menacé : "Que Castro quitte Cuba en position verticale ou horizontale est son problème. Mais il doit partir et il partira". Castro lui a répondu sur le même ton : "Ici les révolutionnaires sont au pouvoir. Nous n'avons pas renoncé au drapeau et aux principes du socialisme, à Marx et à Lénine". Pourtant "la guerre est finie" et bien finie. Cuba ne menace plus la sécurité de son voisin nord-américain. Les derniers soldats de la CEI, russes pour la plupart, ont quitté la Havane en 1993. La diplomatie cubaine a facilité le règlement de plusieurs conflits qui avaient empoisonné les rapports Est-Ouest, en Angola, au Nicaragua et au Salvador. La route du rouble étant coupée depuis la fin de l'URSS, le dollar a pignon sur rue. Contraint à l'hérésie idéologique pour sauver son pouvoir, Fidel a réhabilité le profit, le marché, et fait appel au capital étranger. "Certaines choses nous font mal" a-t-il avoué le 4 mars, "mais nous devons les faire pour sauver la révolution".

Les Etats-Unis aveuglés par leur passion anticastriste n'ont rien vu, rien entendu. Mais le patronat, européen et latino-américain, alléché par l'appel du pied de Castro se presse au portillon. Le vice-président du CNPF a fait deux voyages en un an, conclus de façon péremptoire : "le processus de libéralisation économique est irréversible". Cette passion cubaine a suscité des vocations politiques inattendues. Le conservateur espagnol Manuel Fraga ne jure que par Castro. Le Sénat français multiplie les missions. Et, il y a peu, Jean-Marie Le Pen voulait, lui aussi, en être.

Tous oublient en chemin la démocratie et les libertés. Gouvernements espagnols et latino-américains ont essayé de raisonner Fidel. Le résultat est maigre, quelques contacts formels avec les exilés fortunés de Miami et une élection sans candidatures multiples. Les dissidents aujourd'hui comme hier n'ont pas la vie facile. Porte-parole du socialisme démocratique, Elizardo Santa Cruz en sait quelque chose.

Les inégalités sociales font monter la pression. Seule la soupape de l'émigration permet une cohabitation contre nature entre dictature du prolétariat et capitalisme.

Les Nations-Unies ont proposé une sortie de crise raisonnable : la levée de l'embargo imposé unilatéralement par les Etats-Unis et la démocratisation de l'île. Le bruit fait ces derniers jours à Paris permettra, on l'espère, d'avancer dans cette voie.

J.-J. Kourliandsky

IRLANDE

Le silence des armes

Depuis septembre 1994, en Irlande, armes et explosifs ont cessé de semer l'angoisse. Nombreux étaient les sceptiques sur la durée de cette trêve et pourtant, plus de six mois se sont écoulés sans qu'elle soit rompue.

Bien entendu, de part et d'autre, ces armes existent toujours et il faudra bien du temps pour réussir à détruire cette poudrière.

Cela n'a pas empêché les gouvernements britannique et irlandais de proposer, conjointement, les conditions du dialogue. Encore fallait-il que toutes les parties concernées en acceptent le principe, sinon les termes.

l'IRA a manifesté de l'intérêt et Gerry Adams continue sa campagne de séduction en passant par les Etats-Unis où il sera reçu par Bill Clinton.

Le gouvernement britannique a jugé la situation suffisamment calme pour permettre à la reine Elisabeth II de se rendre à Dublin. Il reste à convaincre les partis orangistes de l'Ulster, qui gémissent parce que "la couronne les abandonne".

Le révérend Paisley et le Parti unioniste démocratique sont depuis toujours contre tout ce qui bouge : leur hostilité demeure.

James Molyneaux, leader du Parti unioniste de l'Ulster, est débordé par ses extrémistes irréductibles. Ce dernier carré se sent profondément isolé dans un contexte où la paix détermine l'espoir d'une immense majorité d'Anglais et d'Irlandais de toute confession. Une paix que prêche depuis de longues années, John Hume et le Social Democratic Labour Party (membre de l'International Socialiste) qui ont été le ferment essentiel du dialogue actuel.

Une paix favorisée par l'accession à la fonction de ministre des Affaires étrangères d'Irlande de Dick Spring, premier secrétaire de l'Irish Labour Party, qui a immédiatement exprimé la volonté du gouvernement d'arrêter le conflit.

Une paix dont les protestants nord-irlandais découvrent les bienfaits : un ex-paramilitaire, David Ervine, vient de créer le Parti unioniste du progrès qui s'oppose au blocage des partis traditionnels et entend participer au dialogue.

Les partis européens membres de l'IS ont joué un rôle essentiel dans cette marche vers la paix, appuyés par le groupe socialiste au Parlement de Strasbourg dans les limites de ses prérogatives.

Mais il est clair que rien n'eut été possible sans la formation progressive d'une Europe dans laquelle l'Irlande a pu combler son retard économique et où Irlandais du nord et du sud défendaient à Bruxelles les mêmes intérêts et les mêmes espoirs. C'est déjà une belle victoire pour ceux qui croient en l'Europe.

Gérard Descotils

LA CONFÉRENCE DE L'ONU À COPENHAGUE

Une conférence internationale de plus consacrée au développement social était-elle utile ? Le doute est permis devant l'absence, prévisible, de tout résultat concret. Mais elle aura, pour le moins, permis de contraindre les Etats à s'exprimer publiquement. Ainsi, la volonté de ne pas augmenter leur effort financier en faveur des tiers-mondes a été clairement énoncée par divers pays riches, dont les Etats-Unis, et non moins dénoncée par les ONG. Leur présence, désormais systématique dans le cadre ou en marge de ces forums internationaux, montre qu'elles sont des acteurs essentiels de la coopération internationale et que seule l'action militante peut renouveler cette dernière en qualité et quantité.

Michel Vernières

GÉRARD FUCHS :
SECRÉTAIRE NATIONAL
AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Construire un vrai PSE

Il y a toujours plusieurs façons de juger un congrès du Parti des socialistes européens : à l'aune de ses rêves ou à celle des réalités. Le congrès de Barcelone n'a pas failli à cette règle. A première vue la résolution finale n'est pas de nature à provoquer l'enthousiasme. Le lecteur averti remarquera quand même qu'il y est question de réduction forte de la durée du travail et de taxation des mouvements de capitaux : Lionel Jospin sera ainsi en bonne situation pour arguer que deux de ses propositions importantes sont communes à l'ensemble des progressistes européens. Par ailleurs, si l'on connaît un peu les diversités au sein de la gauche européenne, il faut remarquer aussi qu'arriver à se mettre d'accord à propos de la situation en Algérie ou en Bosnie, à propos des précautions à prendre pour sauvegarder les climats ou des mesures à décider pour accroître la place des femmes en politique, tout cela montre bien que le PSE commence à jouer un rôle qui est de faire converger les vues, et donc les forces, des socialistes. Pour la première fois d'ailleurs, à Barcelone il y a eu de vrais affrontements autour de la nomination des vice-présidents, et Henri Emmanuelli a dû jouer de tout son poids auprès de Rudolf Scharping. Je disais à la sortie, en blaguant, à un journaliste, que c'était la meilleure preuve que le PSE devenait un véritable parti. L'important cependant n'est pas de juger en témoin mais de jouer en acteur. Il faut maintenant que le PSE se dote d'une stratégie claire de confrontation à la conception libérale et conservatrice qui prévaut par trop souvent en Europe. Il faut que son existence descende au niveau de tous les militants : je rêve, pour ma part, de jumelage de sections, de stages de formation communs et même, pourquoi pas, d'actions communes, par exemple sur la réduction de la durée du travail. Construire l'outil politique performant dont les forces progressistes ont besoin pour orienter l'Union européenne dans le sens des valeurs qui leur sont communes : là doit se trouver à mes yeux l'enjeu du 3e congrès du PSE ! Il nous faudra en reparler entre nous.

AVEC LIONEL JOSPIN C'EST CLAIR

PLACER L'HOMME AU CŒUR DE L'ECONOMIE

Tirer des leçons du passé, pour provoquer les infléchissements de politique économique qui sont nécessaires et aujourd'hui possibles sans accroître les déficits publics, ni mettre en péril la monnaie, nos échanges extérieurs ou encore la compétitivité de nos entreprises.

Redonner au travail sa juste part.

Retrouver un meilleur équilibre entre les salaires et les profits constitue une nécessité sur le plan économique et une urgence sur le plan social.

Marquer l'intérêt que le Gouvernement attache à un partage des revenus plus favorable aux salariés.

Assurer complètement sa responsabilité d'employeur.

Veiller à ce qu'un organisme indépendant fournisse des informations régulières, fiables et complètes sur l'évolution des différents revenus et le partage du revenu national.

Créer des emplois

Pour l'emploi, lancer trois grands programmes.

• Reconstruction des banlieues et développement du logement social.

• Développement des services aux personnes :

Mobiliser les associations et les collectivités locales pour le développement de ces services.

Apporter le concours financier de l'Etat et favoriser des financements croisés avec les collectivités locales, les mutuelles, les comités d'entreprises, les organismes d'HLM...

• Préservation du paysage et du patrimoine, ainsi que l'amélioration de l'environnement : réaménager les paysages, lutter contre les inondations, sauver la dégradation des sols, préserver la diversité, entretenir les parcs naturels, valoriser le patrimoine.

Consacrer, pour l'ensemble de ces programmes, un effort budgétaire important.

Réorienter certains fonds de l'indemnisation du chômage vers ce type de "dépenses actives".

Pour l'emploi, recentrer les dépenses de l'Etat.

Examiner systématiquement l'effet sur l'emploi des dépenses budgétaires.

Préserver l'emploi public en faisant des redéploiements entre les services centraux et le service direct du public.

Pour l'emploi, mobiliser les entreprises.

Faire évoluer la loi de 1971 sur la formation professionnelle pour mettre en place un véritable droit à l'adaptation professionnelle.

Mettre en place un véritable code de déontologie pour les PME de leurs relations avec les sous-traitants.

Aider les PME à obtenir un meilleur accès au crédit.

Simplifier les formalités relatives à la création d'entreprises.

Faciliter les transmissions.

Pour l'emploi, consolider le développement industriel et agricole.

Dans le domaine agricole, préserver le modèle européen, fondé sur la performance économique et sur la pérennité d'exploitations familiales à taille humaine.

Conserver à la politique agricole commune sa fonction de pilier de la construction européenne.

Rechercher une politique d'aides adaptées et plafonnées.

Impulser une politique de diversification du tissu industriel, en particulier des PME.

Créer, en lien avec les régions et les universités, des centres technologiques régionaux et des communautés de développement local s'appuyant sur les banques locales pour délivrer des prêts bonifiés aux PME.

Réduire le temps de travail

Donner à chacun plus de liberté pour l'organisation de son temps tout au long de sa vie. Quelles que soient les étapes (35 heures ; 32 heures) et les modalités, c'est plutôt autour de 30 heures que nous travaillerons au cours du prochain siècle.

Développer des formes mutualistes de capital-temps alimentées par des contributions des entreprises, des salariés et, pour encourager leur mise en place, des incitations financières de l'Etat.

Reprendre le mouvement de baisse de la durée du travail en décidant dès maintenant que la durée légale du travail sera ramenée à 37 heures en 1997.

Permettre à la négociation de trouver, pendant ce délai de deux ans, au cas par cas, au plus près des acteurs, les modalités concrètes et diverses les plus justes et les plus efficaces pour accroître l'emploi durable, et orienter dans cette direction les incitations financières publiques et les dispositifs réglementaires.

Veiller à ce que, dans le secteur public, la réduction de la durée du travail soit un des points importants de la négociation annuelle sur la répartition de la masse salariale entre salaire, durée du travail et emploi.

Promouvoir la sécurité sociale et protéger les plus fragiles.

Défendre fermement le modèle européen qui allie l'efficacité de l'économie et la qualité de la protection sociale pour tous.

Dire la vérité aux Français: une solidarité plus efficace suppose une solidarité mieux partagée.

Garantir le droit à la santé pour tous.

Rééquilibrer le système de santé autour d'une démarche pragmatique de santé publique, d'éducation, de prévention, d'évaluation et de recherche médicale, dirigée en particulier contre les grandes maladies (cancer, sida...).

Réorganiser profondément l'offre de soins :

Remettre au centre du dispositif de soins le généraliste, responsable de l'accès aux spécialistes.

Définir, chaque année, les grandes masses de recettes et de dépenses, en concertation avec les partenaires sociaux, afin de préserver l'équilibre et donc la pérennité de l'assurance maladie.

Défendre l'hôpital public et mieux faire connaître les efforts de gestion accomplis sans diminuer la qualité des soins prodigués aux malades.

Consacrer en priorité les économies qui résulteront de la maîtrise des dépenses de santé à améliorer les conditions de remboursement et la protection médicale des plus vulnérables.

Garantir les retraites.

Pour le système de répartition.

Examiner les conditions dans lesquelles les retraités pourront participer au partage des fruits de la croissance, notamment par la revalorisation des pensions de reversion.

Accentuer les limitations des cumuls entre emplois et retraites.

Élaborer un dispositif complet de solidarité à l'égard des personnes âgées dépendantes comprenant une allocation de dépendance sous condition de ressources, la construction d'hébergements appropriés pour les personnes fortement dépendantes, la diversification des lieux de vie, l'accentuation des actions de prévention et le développement de la gérontologie.

Accroître la place des retraités dans la transmission du savoir et de l'expérience, dans l'action sociale, dans l'ensemble de l'animation sociale.

Apporter un appui particulier aux jeunes et aux chômeurs de longue durée.

Engager un investissement massif du service public de l'emploi vers les jeunes, principalement les non qualifiés, et vers les chômeurs de longue durée, pour les aider à trouver un emploi.

Développer très fortement les programmes d'aide à la qualification et de soutien à l'insertion.

Redonner toute sa dimension au droit à la deuxième chance.



Accroître les prestations familiales pour les enfants des jeunes ménages et des familles les moins aisées.

Pour une politique ambitieuse et responsable d'aide à la famille et une véritable politique de l'enfance.

Aider dès le premier enfant quand la faiblesse des revenus le justifie.

Développer et soutenir les structures d'accueil de la petite enfance.

Financer ces mesures par une modulation des prestations familiales pour les familles à hauts revenus.

Recentrer la politique en faveur des handicapés.

Pour l'intégration en milieu ordinaire des handicapés, citoyens à part entière.

Donner la priorité à la mise en place de moyens et de structures spécialisées qui font actuellement défaut (services d'orientation, travail protégé) et favoriser, de ce fait, l'intégration progressive dans le milieu ordinaire.

Remettre à plat et améliorer les ressources des handicapés en recherchant une meilleure articulation avec l'emploi.

Rendre la fiscalité plus juste

Les principes : davantage de justice et d'efficacité.

Alléger nettement les charges sociales sur les bas salaires par une franchise de 5000 F sur l'assiette de la cotisation d'assurance-maladie, compensée, notamment, par un réaménagement sur les revenus supérieurs.

Mieux utiliser la contribution sociale généralisée en l'étendant à l'ensemble des revenus du capital (hormis le livret A).

Mettre plus de clarté et de justice dans l'impôt sur le revenu, en remettant à plat les exonérations, abattements et privilèges divers quand ils ne sont pas justifiés par des objectifs économiques ou sociaux.

Réduire les abattements multiples qui amènent les sociétés à payer moins d'impôts que leurs homologues des grands pays de l'Union européenne.

Simplifier, clarifier, rendre plus justes les impôts locaux et assurer une meilleure répartition des ressources entre collectivités prospères et collectivités en difficulté.

Revoir les conditions de transmission des PME pour permettre d'en assurer la pérennité.

Travailler à une remise en ordre de l'économie mondiale

Redonner à l'économie mondiale un contenu politique plus proche des valeurs de notre modèle démocratique et social.

Renforcer l'union européenne.

Réaffirmer la marche vers la monnaie unique qui permettra de réduire les taux d'intérêt.

Prolonger l'initiative de croissance européenne en lançant de

Fondation Jaurès

grands chantiers concernant les transports, les télécommunications, la préservation de l'écosystème.
Le cas échéant, payer une partie des intérêts des emprunts nécessaires par une "écotaxe" prélevée sur les consommations d'énergie polluante.
Stimuler la création et la production audiovisuelle dont la diversité est la richesse de notre continent.
Se battre pour que la concurrence transatlantique et celle avec les pays développés d'Orient se fassent à armes égales, éventuellement en se dotant d'armes permettant d'imposer des sanctions unilatérales.

Agir pour un co-développement durable.

Accepter le développement du commerce avec tous les pays en développement rapide mais dans le respect des règles internationales de l'Organisation mondiale du commerce et du Bureau international du travail.
A défaut, taxer les importations en provenance de pays qui ne respectent pas ce code social minimal.
Utiliser le produit de cette taxe pour financer des projets sanitaires, éducatifs et sociaux, dans les pays en voie de développement.
Prendre l'initiative d'un sommet annuel des pays riches et des grandes nations émergentes à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'ONU, pour transformer les réunions des pays riches du G7 en sommets du co-développement durable et entamer la négociation d'un nouveau système monétaire international.
Proposer une taxation des mouvements de capitaux de un pour mille, qui ne pénaliserait pas les investissements à dix ans mais les placements à dix jours.
Constituer, grâce à cette taxation, un puissant fonds mondial de stabilisation des changes, contribuant à la remise en place d'un système monétaire international équilibré.

PREPARER AVEC LES JEUNES L'ENTREE DE LA FRANCE DANS LE XXe SIECLE

Bâtir avec les jeunes la nouvelle société du prochain siècle, la société de l'intelligence mais aussi de la fraternité et de la générosité.

Permettre aux jeunes d'être les premiers acteurs de la transformation sociale.

Agir pour l'emploi.

Tout faire pour que le plus grand nombre de jeunes puissent bénéficier le plus vite possible d'un emploi.
Faire des jeunes les premiers bénéficiaires des trois programmes pour l'emploi.
Leur réserver un quatrième programme : l'engagement dans l'action humanitaire.
Permettre aux jeunes de participer activement à la consolidation et à la reconstruction du lien social et à l'action humanitaire en France comme dans les pays en développement.
Instituer une nouvelle forme de service national à cet effet.
Offrir aux jeunes les moyens d'agir concrètement pour le tiers-monde et l'action humanitaire sous le statut de coopérant, dans les associations ou les ONG.
Redéployer les budgets militaires et de coopération pour financer ces mesures.

Prendre de nouvelles mesures incitatives à l'emploi des jeunes.

Par une relance de la cessation progressive d'activité en l'accompagnant d'un tutorat pour le jeune qui arrive dans l'entreprise.
Par l'instauration d'un dispositif spécifique de création d'entreprise par les jeunes.
Par un contrôle plus étroit sur les procédures de stage.
Par des discussions avec les entreprises et les partenaires sociaux pour proposer aux jeunes chômeurs de longue durée d'acquérir rapidement une première expérience professionnelle. L'Etat prendra sur ce point ses responsabilités financières.

Combattre le traffic de drogue.

Engager une véritable guerre contre les traficants de drogue.
Pourchasser et réprimer plus durement les trafiquants et les receleurs.
Éliminer les zones de non droit qui existent dans certains quartiers.
Amplifier l'effort de prévention et considérer le toxicomane exclusivement comme une personne ayant besoin d'aide et de soins.
Renforcer les structures d'accueil, d'hébergement ou de post-cure et les programmes d'accompagnement et de substitution pour les toxicomanes.
Conduire une action spécifique en direction des jeunes de 10 à 14 ans.
Engager la révision de la loi de 1970.

Lutter contre le Sida.

Faire de la lutte contre le Sida, la priorité de santé publique pour les jeunes.
Augmenter fortement le budget de la prévention. Mener l'action de prévention en liaison étroite avec les associations.
Mieux former le personnel hospitalier.
Encourager le dépistage volontaire.
Impliquer davantage l'industrie pharmaceutique dans l'effort de recherche nationale.
Multiplier les programmes d'échange de seringues (à partir de distributeurs automatiques par exemple).
Assurer partout en France la mise à disposition du préservatif a un franc, notamment dans les établissements scolaires.

Redonner la priorité a l'école.

Conforter le système éducatif dans sa conception laïque et républicaine, sans pour autant le figer dans des structures trop centralisées qui ne sont plus adaptées.

Adapter l'école aux réalités nouvelles

Préférer un enseignement de références et de repères à un enseignement encyclopédique.
Recentrer l'école sur les enseignements de base et les mécanismes intellectuels fondamentaux.
A l'école primaire le soin d'apprendre à lire, écrire, compter.
Au collège et au lycée l'apprentissage des disciplines abstraites qui doivent être complétées par des enseignements sur les sciences expérimentales et sur les exercices pratiques utiles dans la vie professionnelle.
A une société où la hiérarchie sociale se fige à vingt ans sur des résultats scolaires, substituer une société de l'égalité des chances permanente.
Rétablir les filières de promotion interne et les agrégations internes.
Rendre leurs lettres de noblesse aux enseignements technologiques et professionnels en faisant évoluer les méthodes, en développant les liens avec les entreprises et en assurant la mobilité scolaire et universitaire entre les filières de formation.

Lutter contre les inégalités sociales

Encourager et développer toutes les formes d'aide aux études et créer de véritables solidarités sociales autour de l'école.
Adapter les taux d'encadrement et les horaires des enseignants aux conditions d'enseignement.

Développer l'autonomie et la responsabilité.

Mettre en œuvre une politique de déconcentration des procédures de gestion, des moyens et des personnels.
Renforcer l'autonomie des établissements, mais aussi leur responsabilité, à partir des projets d'établissement et de contrats pluriannuels.

Gagner la bataille de l'intelligence.

L'intelligence sera à la fois l'enjeu et la richesse du XXIe siècle.

Construire l'université du XXIe siècle.

Relancer les contrats Etat-universités-régions afin de construire l'université du XXIe siècle.
Favoriser l'accès aux études supérieures, mais sous une forme diversifiée, en formation continue, initiale ou en alternance, avec dans chaque cas une reconnaissance égale des diplômes.
Réactiver le plan social étudiant.

Relancer l'effort de recherche.

Rétablir le financement du CNRS et recréer une direction de la recherche universitaire.
Créer un centre national de la recherche technologique et industrielle organisé sur la base de laboratoires mixtes Etat-industrie.
Relancer une véritable politique de coopération européenne, par l'élaboration de grands programmes de recherche en liaison avec les grands organismes nationaux et avec la Fondation européenne pour la science, par une véritable politique des grands équipements européens et par l'encouragement au développement d'une communauté scientifique et technologique européenne autour de l'édition, de sociétés savantes et de forums technologiques.
Favoriser la création d'une structure européenne permettant de financer au capital-risque des projets issus des recherches de petits laboratoires et de PME de différents pays de l'Union.

Relever le défi culturel et audio-visuel.

Créer les conditions de l'épanouissement de la création et de l'accès de tous à la culture sous toutes ses formes.

Réaffirmer l'ambition sociale de la culture pour tous.

Faire revenir le budget de la Culture, au minimum, à 1% du budget de l'Etat.
Décentraliser la politique culturelle et poursuivre l'aménagement culturel du territoire dans le cadre d'une politique contractuelle qui permettra une coordination entre les collectivités locales concernées.
Renforcer le soutien à la création, en particulier à l'intention des entreprises culturelles qui créeront des emplois, réaffirmer l'aide à l'éclosion des jeunes talents, et encourager le mécénat .

Gagner la bataille culturelle.

Faire naître un grand marché intérieur culturel par une politique de décentralisation et d'échanges à l'échelle européenne.
Développer en Europe une innovation technologique et une stratégie indépendante.
Conserver France-Télécom sous contrôle public.
Maintenir les quotas de production qui seuls permettront de mettre en œuvre les restructurations nécessaires dans ce secteur.
Soutenir les industries de programme.
Encourager des alliances majeures entre les grandes chaînes de télévision, y compris dans le service public.
Réfléchir à la création d'un "Hollywood" européen permettant à nos réalisateurs de disposer des moyens techniques les plus modernes pour réaliser leurs productions en plusieurs langues.

Clarifier les relations entre les groupes de presse et la puissance publique.

Les principes : liberté d'information et liberté professionnelle des journalistes, soutien économique clair et transparent à la presse quotidienne nationale et régionale.
Soutenir la presse quotidienne d'informations générales en clarifiant et en renforçant les aides de l'Etat.
Aménager le cadre législatif multimédia pour limiter l'entrée dans le capital des entreprises de communication et de presse à vocation générale des groupes faisant plus d'un certain pourcentage de leur chiffre d'affaires total avec l'Etat et les collectivités locales.
Revoir les dispositions de la loi sur la communication.

Promouvoir le sport pour tous

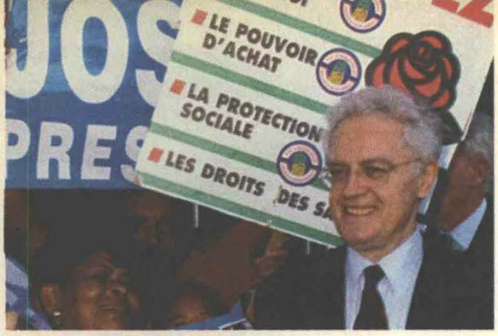
Pour un objectif ambitieux de pratique sportive à l'école : d'ici cinq ans, six heures effectives d'éducation physique.
Accroître le rôle des professeurs d'éducation physique et sportive dans l'enseignement d'une éthique de vie, du respect des autres, du rejet de la violence.
Valoriser et favoriser le bénévolat associatif.
Clarifier les conditions d'exercice du sport professionnel.
Organiser sous l'égide du CIO une conférence sur l'éthique sportive.
Elaborer une législation sur la violence dans le sport.
Augmenter substantiellement les crédits consacrés à l'éducation physique et au sport.
Tirer toutes les conséquences de la décentralisation et développer une politique de partenariat renforcée entre l'Etat, les collectivités territoriales et les organisations sportives.

DEVELOPPER LES TERRITOIRES ET LA QUALITE DE LA VIE AVEC L'ECOLOGIE

Mettre en place un plan de reconquête écologique

Reconquérir les paysages

Mettre en place un vaste plan de reconquête des paysages, comprenant des travaux de terrassement, des reconstitutions de sols, des plantations dispersées, des travaux hydrauliques.
Développer les entreprises "vertes".
Faire coordonner et cofinancer ce plan par l'Etat.
Faire réaliser ce plan par les collectivités locales après consultations démocratiques, impliquant notamment les associations.



Prévenir les catastrophes naturelles et lutter contre les pollutions.

Mettre en place une politique efficace de prévention des risques naturels avec des moyens législatifs et réglementaires adaptés, avec des actions d'information et de persuasion auprès de la population et des décideurs locaux.

Combler notre retard dans la lutte contre le *bruit*, notamment en ce qui concerne les travaux d'isolation phonique, par des aides publiques et des incitations.

Renforcer les moyens de surveillance et d'information de *l'air*.

Développer les transports en commun et les véhicules non polluants.

Diminuer les émissions de gaz carbonique.

Surveiller et garantir la qualité de *l'eau*.

Renforcer les conditions d'attribution des délégations de service public concernant l'eau.

Réorienter la politique des transports

Se battre pour que l'Etat et l'Europe apportent des concours financiers conséquents à un plan de développement des transports collectifs.

Remplacer une large partie du parc automobile de l'Etat, en l'espace de cinq ans, par des véhicules électriques et des véhicules mixtes.

Revoir à la baisse les taux de plomb dans l'essence et encourager leur utilisation.

Réglementer plus sévèrement les transports chimiques et renforcer leur sécurité par l'instauration systématique du double chauffeur.

Encourager un meilleur équilibre entre le transport ferroviaire et le transport routier par un plan de transport combiné rail-route, dans le cadre du programme de grands travaux européens.

Proposer une loi d'orientation sur l'énergie.

Le Parlement devra :

Conduire les évaluations du parc nucléaire français.

Se prononcer sur la création d'une autorité indépendante et transparente d'évaluation et d'information.

Étudier les conditions d'un développement des bio-carburants et des énergies renouvelables et géothermiques outre-mer.

Conclure ce débat par le vote d'une loi d'orientation sur l'énergie fixant pour les dix prochaines années les grands choix de notre politique.

Rendre notre fiscalité écologique.

Proposer l'instauration d'une écotaxe à l'échelle européenne sur les émissions de gaz carbonique.

Installer une taxation sur les pollutions phoniques et sur les pollutions de rivières d'origine industrielle.

Assurer un développement solidaire des territoires.

Poursuivre, clarifier et démocratiser la décentralisation.

Donner aux grandes métropoles et aux villes les moyens en termes de réseaux TGV, de télécommunications, de recherche, d'universités, de rivaliser avec leurs homologues européens.

Confier aux villes moyennes l'animation de tout leur territoire.

Offrir, dans les bourgs ruraux, une large palette de services publics et de proximité.

Favoriser le maintien des services publics en zone rurale et dans les quartiers en difficulté.

Maintenir la présence des services publics -les faire revenir le cas échéant- et augmenter leurs moyens.

Améliorer l'efficacité du service public et en réduire les coûts sans accepter que le calcul économique à courte vue conduise à sacrifier des régions entières.

Se battre pour que l'Europe accorde aux services publics la place qui doit être la leur et en tire les conséquences réglementaires et financières.

Développer la solidarité entre les collectivités les plus riches et les collectivités défavorisées.

Ne pas seulement accepter ce principe mais en prévoir les modalités et le calendrier.

Poursuivre le développement et l'égalité en Outre-Mer.

• *Faire du développement économique la première priorité :*

Assurer une meilleure insertion dans l'environnement régional.

S'appuyer sur le savoir-faire de la population, son niveau de formation, son potentiel technique et scientifique, les liens avec l'Union européenne.

Envisager des adaptations fiscales -par exemple la création de zones franches- pour favoriser les activités de transformation ou de maintenance à forte valeur ajoutée.

Veiller à une défense vigilante et active de la préférence communautaire pour les productions traditionnelles, notamment agricoles.

Encourager la modernisation des circuits économiques.

• *Faire de l'égalité la seconde priorité.*

Reprendre le mouvement vers *l'égalité des chances* par un effort accru en matière d'éducation et de formation, par une lutte de tous les instants contre l'échec scolaire, par l'adaptation des programmes aux réalités de chaque département ou territoire.

Réaliserprogressivement *l'égalité sociale*. Elle concerne les salaires, la protection sociale. Elle suppose un effort en faveur du logement social. Elle nécessite un nouveau pacte social et notamment un allégement des charges sur les bas salaires afin de réduire l'assistanat et de développer l'insertion professionnelle, notamment pour les jeunes.

Reconnaître l'identité et les enjeux spécifiques de chacun des départements et territoires, quitte à faire évoluer de façon différenciée les institutions locales et les structures administratives.

Réinventer une politique pour la ville

Réaliser le droit au logement avec un objectif : un toit pour chacun.

Faire en sorte que dans les deux ans, il n'y ait plus de SDF dans notre pays.

Mettre en œuvre un plan de construction de logements d'insertion et de logements destinés aux populations les plus fragiles.

Relancer le logement social en fixant un objectif ambitieux de construction et remettre à plat les mécanismes d'attribution.

Rechercher tous les moyens de conciliation et de relogement préalable pour éviter les expulsions, prioritairement lorsqu'il s'agit de familles victimes du chômage.

Dans les cas extrêmes, les préfets devront réquisitionner les logements qui, financés sur fonds publics, sont laissés vacants pour des raisons spéculatives.

Mettre en place, s'agissant du parc locatif privé, un statut du bailleur privé marqué par la stabilité et l'équilibre juridique qui permettra de relancer ce secteur.

Proposer un régime fiscal incitatif et une garantie des loyers aux propriétaires qui, par la voie contractuelle, s'engageront à modérer les loyers et à loger des ménages modestes.

Attribuer une prime aux propriétaires privés qui loueront leur logement à des personnes défavorisées.

Garantir la mixité de l'habitat en réalisant des logements sociaux dans toutes les communes.

Dégager des moyens d'acquisitions foncières pour les communes.

Renforcer le rôle du maire.

Amplifier la politique d'amélioration de l'habitat.

Diversifier les formes d'aide à l'accession à la propriété.

Reconstruire les banlieues.

Engager sur les 20 ou 30 quartiers prioritaires un vaste programme combinant des opérations massives de reconstruction et de restructuration, et le renforcement des services publics et privés offerts à leur population.

L'Etat doit aider dans ces zones particulièrement dégradées les collectivités à reconstituer le tissu économique et social, en apportant les aides financières nécessaires ainsi que la présence forte et agissante des services publics.

Développer les services aux personnes.

Les emplois de proximité ont, bien évidemment, pour objectif de réduire le chômage. Mais ils ont aussi pour vocation de répondre à des besoins -par exemple, en zone urbaine, la création d'emplois de gardiens d'immeubles- et, ce faisant, d'améliorer la qualité de la vie.

L'intégrale des propositions de notre candidat est disponible aux Editions Stock. 128 p., 35 F.

Rassembler les moyens de l'Etat.

Demander au Premier ministre de constituer un grand ministère de l'Ecologie et des Territoires. Ce ministère regroupera les compétences relatives à l'environnement, à l'aménagement du territoire, au logement, au transport et à l'énergie.

Publier rapidement les textes d'application des lois existantes (notamment les cinq grandes lois sur l'environnement votées entre 1988 et 1993).

Accélérer la mise en œuvre des décisions, en particulier pour la fermeture des décharges sauvages.

VOULOIR L'EUROPE POUR LA FRANCE ET POUR LE MONDE

Réaffirmer les principes de notre politique étrangère.

La paix.

La France doit prendre des initiatives :

Proposer la création, sous l'égide des Nations Unies, de vrais mécanismes d'arbitrage, de prévention des crises, de maintien ou de rétablissement de la paix, d'intervention humanitaire dont le monde a besoin.

Dans cette perspective, élargir et renforcer les organes centraux de l'ONU afin d'accroître leur efficacité.

Appuyer le processus de paix entre Israël, les Palestiniens et les pays arabes.

Favoriser avec l' Union européenne l'émergence d'une zone de prospérité et de codéveloppement dans la région.

La démocratie.

Veiller à ce que les droits de l'homme et les liberté soient partout respectés.

Aider en Algérie à dégager une issue politique qui, là encore, suppose la démocratie.

Le développement.

Reprendre, sur des bases nouvelles et assainies notre effort d'aide au développement.

Intégrer le ministère de la Coopération dans le ministère des Affaires étrangères.

Peser de tout notre poids pour éviter que l'Union européenne réduise sa contribution et baisse les bras devant l'ampleur des efforts à fournir.

La solidarité.

Déployer une action humanitaire partout où les droits de la personne humaine sont menacés.

Soutenir nos ONG et accroître nos moyens d'intervention publics.

Simplifier, renforcer, développer les instruments multilatéraux de la francophonie.

Augmenter les moyens aujourd'hui très insuffisants de notre action culturelle extérieure.

Mettre l'Europe au service des peuples.

La France doit rester au premier rang de la construction européenne. Cette œuvre, qui doit beaucoup à Françoi Mitterrand, doit être poursuivie.

Avancer dans la construction de l'Europe politique.

Clarifier et simplifier les mécanismes de décision, en visant d' abord l'efficacité européenne et un meilleur contrôle démocratique.

Faire en sorte que dans les secteurs où l'Union est compétente la règle de la majorité soit appliquée.

Elargir l'Europe sans la diluer.

Réaliser l'élargissement à l'Est sans se diluer dans une zone de libre échange et en renforçant nos politiques communes, comme la PAC, et nos institutions.

Engager, sur des points limités mais essentiels, de véritables actions communes de politique étrangère servies par les instruments d'intervention, militaires mais aussi humanitaires et de coopération, adaptés.

Proposer une grande initiative en direction des pays méditerranéens, avec pour objectif de promouvoir la paix et la sécurité, mais aussi le développement et la démocratie.

Redonner toute leur vigueur aux accords de Lomé et obtenir de nos partenaires qu'ils assument le financement commun des fonds d'aide multilatérale.

Aller vers la monnaie unique

Aller vers la monnaie unique dès que possible, conformément au traité de Maastricht, pour aller vers une stabilisation générale des monnaies.

Fonds Parisien

Proposer à l'Union européenne de prendre, au moment du passage à la monnaie unique, l'initiative d'une négociation mondiale visant à rétablir un système monétaire international stable et équilibré et à lutter contre les mouvements erratiques de capitaux.

Mener une lutte commune pour l'emploi.

Mettre en œuvre les propositions indiquées dans le Livre Blanc, proposé par Jacques Delors, qui préconisent une croissance plus riche en emplois et porteuse d'un modèle de développement durable.

Proposer que le Conseil européen et le Conseil des ministres exercent toute leur responsabilité, y compris vis-à-vis de la Banque centrale.

S'appuyer sur la Conférence sociale européenne rassemblant les syndicats et les représentants du patronat autour des instances compétentes afin de poser les termes d'un nouveau Contrat social européen.

Agir ensemble pour la Culture.

Affirmer l'Europe au plan international.

Repenser notre politique de défense.

Maintenir la dissuasion nucléaire.

Conserver la force de dissuasion nucléaire appuyée sur les sous-marins comme pilier de notre défense et garant de notre indépendance.

Prolonger le moratoire sur les essais nucléaires, accompagné d'un programme de simulation, pour autant que les autres puissances concernées maintiennent sur ce point leurs engagements.

Promouvoir un développement sûr et contrôlé, notamment par la négociation sur la reconduction du traité de non-prolifération nucléaire, de cessation des essais et le désarmement par la réduction progressive et consensuelle des stocks d'armes conventionnelles et non conventionnelles.

Jeter les bases d'une défense européenne.

Bâtir une armée européenne au service de la politique de sécurité commune, en liaison avec l'UEO et l'OTAN, à partir de l'Eurocorps.

Mettre en place une force d'intervention rapide européenne.

Poursuivre l'émergence d'une industrie européenne d'armement.

Multiplier les coopérations européennes multilatérales sur les grands programmes (radar, infrarouge).

Encourager l'intégration européenne des entreprises.

Enrichir le service national.

Conserver la conscription.

Créer une nouvelle forme de service civil d'une durée équivalente dans les services de proximité des collectivités locales, les associations à but social ou humanitaire, la coopération ou l'action humanitaire extérieure.

FAIRE VIVRE UNE NOUVELLE PRATIQUE DU POUVOIR

Démocratiser nos institutions

Pour un "Président-citoyen".

Instituer le quinquennat

Réduction de la durée du mandat présidentiel à 5 ans, avec application immédiate.

Restaurer le rôle du gouvernement et du Parlement.

Pour un gouvernement, lieu de délibération collective.

Formation d'un gouvernement resserré.

Engagement de la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale..

Interdiction du cumul des fonctions de ministres avec des responsabilités exécutives dans une collectivité locale.

Placer la direction du budget auprès du Premier ministre

Donner aux ministres, une fois le budget voté, une plus grande responsabilité financière.

Interdiction du cumul du mandat de député avec une responsabilité exécutive dans une collectivité locale.

Ouvrir davantage le Parlement sur de nouvelles missions, comme le suivi de l'application des lois ou l'évaluation des politiques publiques.

Donner davantage de droits à l'opposition, que ce soit pour la mise en place d'une commission d'enquête ou l'organisation d'un débat en séance publique.

Doter le Parlement d'outils modernes, lui permettant de disposer de ses propres analyses afin d'être à égalité dans le dialogue avec le Gouvernement, avec, par exemple, la création d'un office parlementaire économique et budgétaire.

Limiter l'usage de l'article 49/3

Redonner au Parlement sa place dans l'initiative des lois et la maîtrise de l'ordre du jour.

Engager la discussion de la loi en séance publique sur le texte issu du débat en commission et non sur celui présenté par le Gouvernement.

Donner davantage de droits aux citoyens.

Ouvrir la saisine du Conseil constitutionnel à tous les justiciables.

Un référendum pour faire adopter le quiquennat et l'interdiction du cumul des mandats pour les députés.

Garantir la sécurité.

Pour une triple démarche de prévention, de dissuasion, de répression.

Développer une police de proximité.

Élaborer des contrats d'objectifs de sécurité dans les quartiers, les villes ou les agglomérations, avec la participation de tous les acteurs de terrain.

Accroître les effectifs consacrés à la sécurité quotidienne.

Réduire -raisonnablement- les forces affectées aux compagnies républicaines de sécurité.

Alléger les services protocolaires.

Redéployer les policiers de la direction des renseignements généraux.

Mieux répartir les zones entre police nationale et gendarmerie.

Poursuivre la modernisation de la police, de ses moyens immobiliers et matériels ; de ses capacités d'accueil et de communication ; de sa formation contre les nouvelles formes de délinquance, qu'elles soient liées aux délits financiers ou au trafic de drogue.

Conduire de manière résolue la lutte contre les nouvelles formes de délinquance financière et commerciale, et contre les grands trafiquants de drogue.

Conduire de manière résolue la lutte antiterroriste avec notamment un renforcement des services de la DST par l'incorporation d'une partie des effectifs actuels des RG.

Renforcer la transparence.

Supprimer la direction des renseignements généraux.

Créer auprès du Premier ministre un Conseil supérieur de la sécurité intérieure, chargé de veiller à la transparence de l'action de la police et de la gendarmerie.

Renforcer l'indépendance de la justice. au service des citoyens.

Garantir l'indépendance des procédures.

Le pouvoir exécutif et le Parlement définissent les principes de la politique pénale.

Le pouvoir politique ne doit pas pouvoir peser -directement ou indirectement- sur des affaires en cours.

Couper le lien qui existe aujourd'hui entre le Garde des Sceaux et le parquet : les réquisitions du parquet doivent être libres pour tout ce qui conceme les cas d'espèce.

Renforcer le contrôle de la justice sur l'action et le fonctionnement de la police judiciaire pour garantir le déroulement serein et indépendant des procédures.

Conforter les garanties en matière de protection de la vie privée et publique : les écoutes administratives seront plus sévèrement réglementées.

Renforcer les compétences du Conseil supérieur de la magistrature, notamment pour ce qui concerne la carrière des magistrats du parquet.

Moderniser la justice.

Faire de la modernisation de la justice une priorité absolue.

Définir des objectifs : rapidité dans les procédures, clarté dans le fonctionnement, ouverture dans le recrutement, répartition géographique plus équilibrée, égalité d'accès et donc renforcement de l'aide juridique.

Dégager des moyens : doubler le budget de la Justice dans les cinq prochaines années.

Redonner confiance dans la vie publique.

Extirper la corruption.

Laisser la justice instruire librement et avec sérénité ses dossiers et sanctionner ceux qui auront été convaincus de malversations.

Renforcer les contrôles pour restaurer la confiance des citoyens dans la vie publique : déclaration publique de patrimoine pour tous les candidats, politiques, à de hautes charges publiques au moment où ils prennent leur fonction et au moment où ils l'abandonnent.

Renforcer le contrôle s'agissant de la passation des marchés publics, des délégations de service public (en particulier dans le domaine de l'eau), des passages de la haute fonction publique vers le secteur marchand.

Renforcer les moyens législatifs et financiers des juridictions financières.

Rénover l'Etat et le service public.

Clarifier le rôle de l'Etat et restaurer l'idée même de service public.

Reconnaître le rôle du service public pour combattre les inégalités sociales et territoriales (en particulier par sa présence dans les zones rurales).

Poursuivre et amplifier la politique de modernisation de l'Etat engagée en 1988.

Simplifier la réglementation pour la rendre accessible à tous les citoyens.

Réaliser l'égalité hommes-femmes

Pour un projet de société en mouvement assurant réellement l'égalité, le libre choix des personnes, des progrès collectifs dans l'organisation du travail, dans l'amélioration de la vie quotidienne et dans la cité.

Réaliser l'égalité professionnelle hommes-femmes.

Établir des contrats d'objectifs volontaristes dans l'administration et les entreprises publiques pour accroître le nombre des femmes aux postes d'encadrement et assurer l'égalité salariale.

Formaliser dans le secteur privé, dans le cadre de la politique contractuelle, des engagements de même nature.

Dans les secteurs où l'accès des femmes est particulièrement difficile, solliciter des accords de branches.

Garantir la dignité des femmes et le droit à la maîtrise de leur corps.

Assurer les moyens d'appliquer pleinement et partout la loi Veil.

Développer l'information sur la contraception et l'IVG.

Rendre autonomes les centres IVG.

Reconnaître un statut valorisant aux personnels y travaillant.

Appliquer strictement la loi Neiertz qui condamne les atteintes aux services publics hospitaliers par des commandos anti-IVG.

Renforcer les structures d'accueil et d'écoute, les moyens d'information et de sensibilisation ainsi que la lutte contre la violence sexiste par une action interministérielle.

La France ainsi que l'Europe doivent manifester leur solidarité au delà des frontières à l'égard de toutes les femmes qui sont victimes ou persécutées simplement parce qu'elles entendent être des femmes libres.

Assurer par la parité la présence des femmes dans la vie publique.

Faire résolument avancer la parité au cours des cinq prochaines années.

L'Etat doit montrer la voie et réaliser les avancées qui s'imposent, en appliquant le principe lors des nominations aux hautes charges publiques.

Organiser des États généraux des Femmes.

Développer la citoyenneté au quotidien.

Favoriser le développement de la vie associative.

Stabiliser la situation financière des associations : davantage de rigueur et de souplesse dans les relations entre les associations et les pouvoirs publics.

Mieux reconnaître le rôle des associations.

Donner, par la loi, la place qui doit revenir aux associations, notamment en ce qui concerne les enquêtes publiques sur les grands aménagements (TGV, autoroutes).

Organiser en amont de la décision un véritable débat contradictoire.

Développer la citoyenneté dans l'entreprise.

Aller vers des structures de représentation spécifiques aux petites et moyennes entreprises.

Renforcer et étendre le rôle des comités de groupe.

Revitaliser les organisations qui concourent au dialogue social et, dans ce domaine, abroger les dispositions restrictives de la loi Giraud.

Rétablir la tradition républicaine de la citoyenneté.

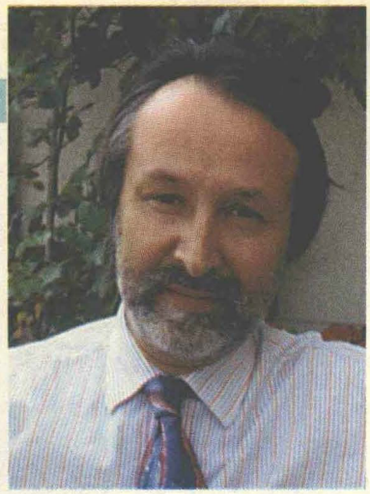
Revenir au principe du droit du sol : tout enfant né sur le territoire français est citoyen français.

fondation Jaurès

JÉRÔME CLÉMENT

Le créateur d'ARTE

Il fut conseiller de Pierre Mauroy puis directeur du Centre national de la Cinématographie. Jérôme Clément a créé et préside ARTE, chaîne culturelle originale, aujourd'hui franco-allemande, demain européenne.



Vous présidez Arte, c'est pour vous une expérience originale !

A double titre. D'abord parce que les émissions culturelles ont presque toutes disparu des grilles de la télévision. La loi de l'audimat écarte tout ce qui n'attire pas le plus grand nombre. Or comme les émissions culturelles demandent une attention plus soutenue, elles ont disparu au profit des séries américaines, des reality-shows et des variétés. C'est pourquoi donner à la France une vraie chaîne culturelle de qualité me paraît d'un intérêt majeur.

Il est beaucoup plus important de faire une télévision culturelle européenne que de faire un corps d'armée.

Ensuite et surtout, parce que c'est une chaîne européenne. Au moment où l'Europe va mal, du fait des difficultés économiques, du chômage et des secousses politiques, Arte offre aux Européens le moyen de mieux se connaître. L'originalité de cette chaîne, c'est que nous émettons simultanément en France, en Allemagne, en Belgique, en Suisse et dans d'autres pays d'Europe centrale, le même programme dans des langues différentes. Aujourd'hui en français et en allemand, demain en espagnol, en anglais ou en portuguais ! Cela ne s'était jamais fait. ARTE est une chaîne européenne, c'est capital pour l'avenir. On ne le sait pas assez en France.

Quelles sont les chances de l'audiovisuel européen ?

C'est une question de volonté politique. C'est très bien qu'on ait réussi, dans le cadre de la négociation du GATT, à empêcher les Américains de considérer la culture comme une marchandise, mais cela ne suffit pas. Il faut aussi avoir une démarche positive et cela passe par le soutien des productions nationales. Il est beaucoup plus important de faire une télévision culturelle européenne que de faire un corps d'armée. Il ne suffit pas d'élaborer des lignes Maginot autour de l'Europe, il faut aussi créer. Une autre originalité d'Arte est d'avoir trois soirées thématiques. Les thèmes, très variés, sont traités dans les différents genres télévisuels : cinéma, fiction, documentaire et, éventuellement, débat.

Arte, chaîne culturelle, sans publicité, sans présentateur, avec des sous-titres, n'est-elle pas une chaîne élitiste ?

Non, les analyses de notre public montrent qu'il est très représentatif de la moyenne nationale, aussi bien par catégorie professionnelle que par âge, ou par sexe. Et que ce n'est pas un public parisien, mais un public qui n'a pas accès aux spectacles et au cinéma. La télévision commerciale, qui recherche la rentabilité d'un investissement, va au plus facile, mais la télévision publique, elle, a d'autres missions et je reprendrais volontiers à mon compte celles qui figuraient dans les statuts de l'ORTF : "Informer, éduquer, distraire". Missions qui doivent être largement soutenues par l'Etat. Le rôle, aujourd'hui, d'une télévision comme Arte, c'est d'offrir des programmes différents et d'une qualité qu'on ne trouve pas sur d'autres chaînes.

Quel bilan, au bout de deux ans et demi ?

Arte a très vite conquis sa légitimité auprès des critiques et des milieux politiques, de droite comme de gauche. La chaîne a aujourd'hui une audience internationale dont on ne se rend pas assez compte en France. C'est un modèle qui suscite l'intérêt et la curiosité en Amérique latine, en Amérique du Nord, dans toute l'Europe et en particulier à l'Est. Et même dans certains pays asiatiques. C'est le seul exemple d'une télévision publique de cette nature. Il a fallu beaucoup de volonté, en particulier de la part de François Mitterrand, pour imposer cette idée nouvelle. Pour les années à venir, nous avons deux tâches prioritaires : élargir le public et faire adhérer de nouveaux partenaires. La Belgique a confirmé son adhésion au projet. L'Espagne souhaite s'y associer. La Suisse, l'Autriche et le Canada sont intéressés. Nous avons signé un accord avec le canal 22 mexicain et le Chili envisage de diffuser Arte sur un réseau hertzien.

Propos recueillis par Claude Polak

Télé Média — La campagne en latex

On dit que la campagne se joue à la télé. J'irai plus loin : elle se joue en latex aux inénarrables "Guignols de l'info" tous les jours à 19h55 sur Canal +. Et en clair, comme rue du Cherche-Midi. Les commentateurs politiques "in" ne sont pas Duhamel, De Virieu, Levaï, Cotta, mais Benoît Delépine, Bruno Gaccio et Jean-François Halin, les iconoclastes auteurs des Guignols, caricaturés par le sculpteur Alain Duverne. Leurs marionnettes (deux personnes pour les animer) ridiculisent les officiels. Les rois sont non seulement nus, mais "irrespectivés"... Lesquelles sont plus vraies, les images réelles ou les caoutchoutées ?

Avec leur humour vitriolé, leur insolence absolue, les Guignols sont devenus l'émission de référence pour les jeunes. Comble de respectabilité, Pivot les a reçus le 3 mars et Nagui à "Taratata" !

Selon un sondage Louis-Harris, chez 71% des téléspectateurs, l'image des politiques ("Nous on fait marrer, eux pas !" dit Gaccio) est influencée par les Guignols, lesquels pourraient orienter les votes (56%).

Les sketches sont menés par un PPDA plus sympa ici qu'à TF1 et dont le leitmotiv est "Sans transition".

Balla, Louis-Philippe dépassé ("Mon dieu !"), est nommé "le goîtreux" par Tapie ("Salut bonhomme !"). Chirac Pil-Poil, looser malheureux, speedé et déjanté, mange des pommes. C'est, dit-on, son guignol de perdant qui l'a fait remonter dans les sondages. Quant à Lionel, Duverne ne l'a pas trop abimé, même si, faute de temps, il lui a collé la perruque d'Eltsine, même si on le fait paraître pour l'instant un peu léger pour qu'il ne soit pas trop rébarbativement prof.

Le succès des Guignols est tel que FR3 a commandé pour l'émission des 4 à 10 ans "Minikeums" des répliques enfantines de Pivot, Balasko, Johnny et De Caunes à 8 ans !

Il est également prévu pour le 7 mai un Spécial Présidentielle Guignols, avec un PPDA-latex annonçant "sans transition", à 20 h, le nom du Président. Belle rigolade en perspective ...

Jean Vermorel

A VOIR AUSSI

- dimanche 19 — Arte, 20h40 — SOIREE NOUVELLE VAGUE. THEMA Nouvelle vague 1959. Année 0. D'"A bout de souffle" à "J.L.G". Nostalgiquement actuel.
- lundi 20 — FR3, 23h30 — ADÈLE H. de F. Truffaut Pour la folle d'Adjani en Miss Hugo et François.
- mercredi 22 — FR2, 20h55 — UNE PETITE FILLE PARTICULIERE De J.P. Prévost. Télé-film franco-canadien sur et avec une fillette trisomique. Emouvant.

Cinéma — Anna

De 1980 à 1991, Nikita Mikhalkov, le réalisateur des "Yeux noirs" et de "Soleil trompeur", a filmé chaque année sa fille aînée Anna. Il lui a posé à chaque fois les cinq mêmes questions : "Qu'attends-tu de la vie ?" etc. Entre les entretiens sont intercalés des images d'archives couvrant cette décennie. Et ce qui n'aurait pu être qu'un film de famille devient un extraordinaire document qui va de la fin de Brejnev a l'arrivée d'Eltsine. Devant Anna, que l'on voit de 6 à 17 ans, défilent Brejnev, Andropov, Tchernenko, Gorbatchev, la perestroïka et enfin, accélération de l'Histoire, l'effondrement du communisme. "Qu'est-ce qui t'effraie le plus ?" demande son père à Anna. A six ans elle répond : "La sorcière au nez trop long." A 17 : "La mort". C'est la même chose.

Dans les yeux tantôt pétillants tantôt mélancoliques d'Anna, on retrouve l'univers magique de Mikhalkov, décidément un grand réalisateur. Malgré ses imperfections techniques (les premières années, la prise de vue est faite clandestinement car il était très imprudent de tourner en privé avec une caméra professionnelle et très difficile de se procurer de la pellicule), voilà une entreprise très originale. Et un film passionnant car il montre l'influence des changements politiques sur cette fillette qui elle-même change. Le mouvement réel de la vie.

C. P.

COUP de CŒUR et de CROC

POUR DINA

Le dernier modèle-muse de Maillol, Dina Vierny (elle avait 17 ans et lui 73) a ouvert sa Fondation au public le 9 mars. Une révélation sur les œuvres méconnues du sculpteur et sur le prodigieux itinéraire du "renoirdisant" modèle adolescent jusqu'à la collectionneuse érudite. Dina-la-passion a acheté petit à petit l'hôtel particulier qui est ce Musée Maillol. A 76 ans, elle offre aux visiteurs son rêve d'une vie.

Fondation Dina Vierny-Musée Maillol
59 rue de Grenelle - 75007 Paris

LE MONDE DE SOPHIE

On en avait entendu parler, mais comme on ne connaît pas le norvégien, voilà enfin la traduc d'Hélène Hervieu et Martine Laffon. Les bonheurs (philosophiques) de Sophie ou la philo enseignée aux jeunes sous forme de roman. Tous les penseurs sont romanesques, de Platon à Freud. L'auteur, Gaarder, dont cette œuvre vertigineuse est déjà comparée à celle d'Umberto Eco, n'a que 35 ans. Les questions-réponses à Sophie, tendrelette de 15 ans, sont craquantes et initiatiques en diable. Un régal pour l'esprit.

"Le Monde de Sophie" de Jostein Gaarder.
Le Seuil - 588 p. - 139 F.

BATAILLE ENTRE M6 ET TF1

pour le leadership des séries télé. C'est TF1, avec 1893 heures, qui double M6 en 1994. Avec majorité absolue de rediffusions USA aussi bas de gamme que bas de prix. Cherchez les séries françaises, surtout sur M6 qui a commandé ce sondage à la SOFRES... De quoi pavoiser !



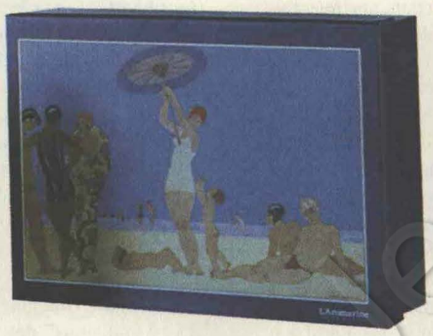
LA BOUTIQUE DE

Notre but est de vous proposer les meilleurs articles, les meilleures conditions et les meilleurs prix

le nécessaire "Lorrican"

Cette trousse de voyage contient tout le nécessaire pour cirer et entretenir les chaussures. Indispensable à la maison ou en déplacement, cet ensemble est composé de : 2 brosses à reluire, 2 palots pour le cirage, 1 tube d'incolore, 1 chausse-pied, 1 chiffonnette, et d'une trousse noire transportable de belle qualité.
"Le nécessaire Lorrican" est agréable et valorisant à utiliser. Et en plus, tellement pratique !
«Le nécessaire Lorrican» :
235 F TTC

Le coffret Art déco

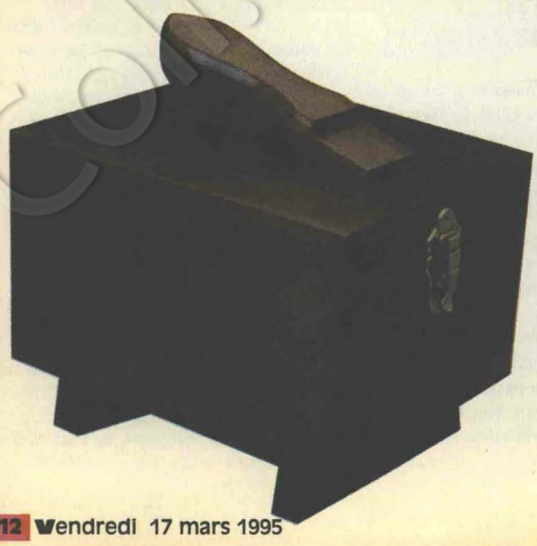


Pour vous, vos amis ou vos proches, offrez ce superbe coffret «Art déco» contenant une eau de toilette 125 ml, un lait pour le corps 250 ml et un bain moussant 250 ml, en flacons de verre illustrés d'imageries Art Déco.
Choisissez parmi les deux senteurs :
Océane pour femme (coffret bleu) : 249 F TTC
Vétyver pour homme (coffret noir) : 249 F TTC
249 F TTC



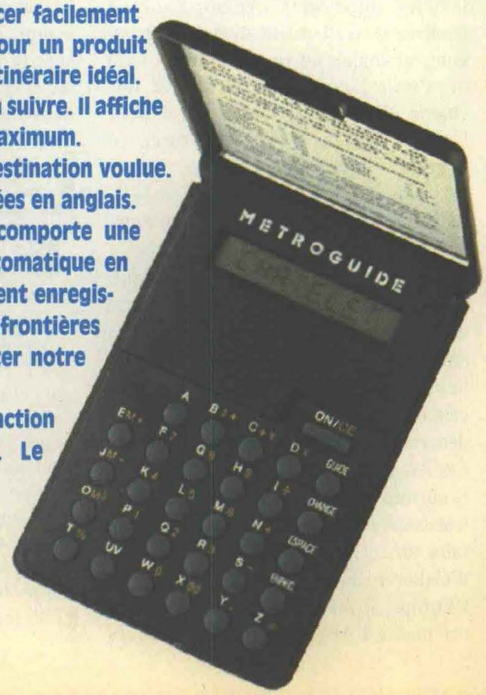
Le coffret bois cireur

Comme un cireur professionnel. Un véritable coffret, en bois massif verni avec support pour le pied. Un arrêtoir permet de caler parfaitement la chaussure. Le coffret bois cireur est livré vide pour un rangement élégant et fonctionnel de vos produits de nettoyage pour vos chaussures.
«Le coffret bois cireur» : **499 F TTC**



LE METROGUIDE ÉLECTRONIQUE, MULTI-FONCTIONS

Indispensable à tous ceux qui veulent se déplacer facilement dans Paris et sa banlieue. 3 atouts en poche pour un produit unique : Le «METROGUIDE» permet de trouver l'itinéraire idéal.
■ Il recherche en quelques minutes la direction à suivre. Il affiche le parcours le plus court avec 2 changements maximum.
Il indique le temps nécessaire pour joindre la destination voulue.
Les informations «Guide» sont également affichées en anglais.
■ Conversion monétaire : Le «METROGUIDE» comporte une touche «Change» qui permet la conversion automatique en monnaie étrangère d'après le cours préalablement enregistré. Très pratique pour vos voyages hors de nos frontières ou pour vos hôtes étrangers qui viennent visiter notre pays.
■ Calculatrice : Le «METROGUIDE» offre une fonction calculatrice utile en toutes circonstances. Le «METROGUIDE» est une fabrication française.
Le «METROGUIDE» :
249 F TTC



Collection Perrin

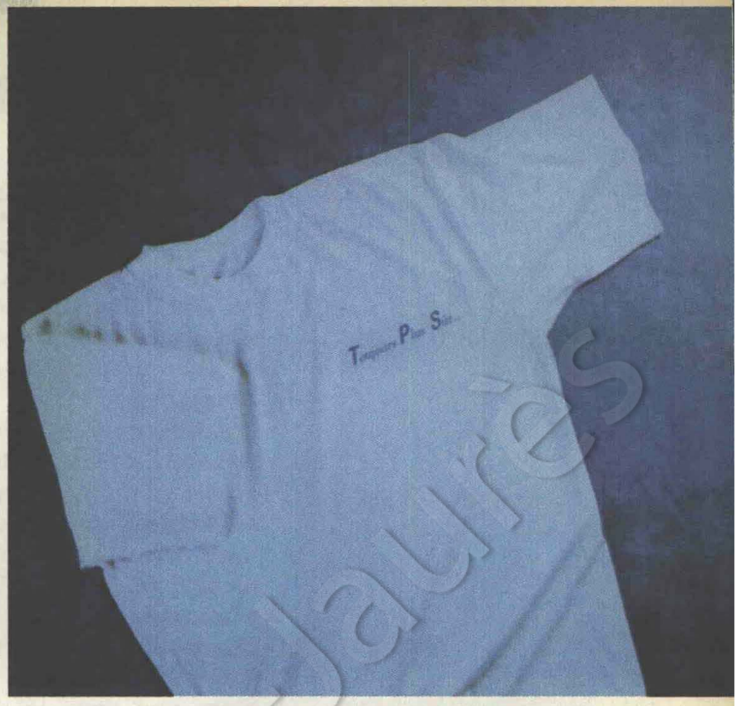
Vendredi



Le Voyager

Ne partez pas sans lui. Ce radio-réveil de voyage AM/FM stéréo bénéficie des tout derniers acquis de la haute technologie : facilité d'utilisation, un design extra-plat, un son extra-pur, quartz LCD avec affichage géant, superbe finition gris anthracite. Il vous suivra dans tous vos déplacements ou plus simplement chez vous et à votre bureau. Fonctionne sur piles (non fournies). Dimensions : 15 x 6,5 x 3cm. Garantie totale 1 an.

395 F TTC



Le Tee-shirt "Toujours Plus Sûr"

Si vos convictions vous collent à la peau, vous serez parfaitement à l'aise dans ce tee-shirt à porter en toutes circonstances :



Le Tee-Shirt «TPS» 89 F TTC

Les 2 Tee-Shirts «TPS» 175 F TTC
Offre exceptionnelle :
Pour l'achat de 2 Tee-shirts le 3e offert

3 BONNES RAISONS DE NOUS FAIRE CONFIANCE

LIVRAISON RAPIDE :
votre commande est traitée le jour même de sa réception, vous la recevrez 8 jours après, dans la plupart des cas. Dans la limite des stocks disponibles.

SATISFAIT OU REMBOURSÉ :
Si pour quelque raison que ce soit l'article ne répondait pas à votre attente, nous vous prions de bien vouloir nous le retourner dans son emballage d'origine dans les 15 jours qui suivent sa réception. Vous serez remboursé en totalité, nous en prenons l'engagement formel.

QUALITÉ GARANTIE :
C'est le premier critère que Vendredi prend en compte lors de sa sélection. Tous nos articles sont garantis au minimum 6 mois et bénéficient de la garantie de notre Service Après Vente.

Bon de commande prioritaire

à retourner sous enveloppe affranchie avec votre règlement à :
La Boutique de **Vendredi 10 rue de Solferino 75333 Paris cedex 07**

Désignation des articles	Qtés		Prix unitaire			Prix total			
Exemple : TEE-SHIRT "TPS"	0	2	1	7	5 F	1	7	5 F	
Participation aux frais d'emballage et d'expédition						28F50			
Total F TTC									

Mode de règlement choisi
(merci d'écrire en lettre "bâtons")

☐ Par chèque bancaire ou postal ci-joint (à l'ordre de Vendredi)

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE COMPLÈTE (indispensable pour livraison)

code postal **ville**

Important : une facture acquitée sera jointe à votre colis LBDV02

Conformément à la loi informatique et liberté du 06/01/1978, vous disposez d'un droit d'accès et rectification pour toute information vous concernant sur votre fichier.

Collection Jean Jaurès

RENDEZ-VOUS

17 mars : Jean Auroux à St Pourcain (03)
18 mars : Henri Weber à Caen (14)
20 mars : Henri Weber à Sélestat (67)
24 mars : Claude Bartolone à Rodez (12)
24 mars : Marie-Noëlle Lienemann à Grigny (91)
27 mars : Jean Glavany à Romans (38)
27 mars : Jean-Louis Cottigny à Vierzon (18)
28 mars : Marie-Noëlle Lienemann dans l'Ardèche
29 mars : Jean Poperen à Bergerac (24) (Banquet républicain)
30 mars : Jean Poperen à Limoux (11)
30 mars : Jean-Louis Cottigny à Montluçon (03)
31 mars : Jean Glavany dans le Gers (Banquet républicain à Plaisance)
31 mars : Claude Bartolone en Gironde
1er avril : Jean-Luc Mélenchon sur le marché de Clichy (92)
3 avril : Jean-Louis Cottigny (Gironde)
4 avril : Jean Glavany dans l'Hérault
4 avril : Claude Bartolone à Bourges (18)
4 avril : Jean Glavany à Levallois (92)
6 avril : Michel Debout en Gironde
6 avril : Marie-Noëlle Lienemann à Lons-Le-Saulnier (39)
7 avril : André Laignel à La Chatre (36)
7 avril : Marie-Noëlle Lienemann à Merville (59)
8 avril : Jean-Luc Mélenchon à la fête de la rose à Leers (59)
10 avril : Jean Glavany à Sarlat (24)
10 avril : André Laignel à Chabris (36)
11 avril : Marie-Noëlle Lienemann à Viry-Châtillon (91)
13 avril : Marie-Noëlle Lienemann à Gentilly (94)
14 avril : Marie-Noëlle Lienemann à Castelsarrasin (82)
14 avril : Laurent Fabius à Nice (06)
14 avril : Jean-Luc Mélenchon à Clermont-de-l'Oise (60)
15 avril : Marie-Noëlle Lienemann à Villefranche (12)
20 avril : Jean Luc Mélenchon au Mans (72)
24 avril : Jean Glavany dans les Pyrénées-Orientales
27 avril : Marie-Noëlle Lienemann à Lyon (69)

Communiqué du Bureau national du 16 mars 1995

REGAIN

Au moment où la reprise commence à se manifester en profitant en priorité aux revenus financiers, notre pays connaît un regain de mouvements sociaux. Ils marquent la volonté des salariés de pouvoir accéder à un plus juste partage des fruits de la croissance.

Combat pour de meilleurs salaires chez Renault, à Gec-Alsthom, dans les hôpitaux publics, mouvements de grève pour la défense du statut de l'emploi et le refus de toute privatisation à la Poste, à EDF-GDF ainsi qu'à la SNCF, grève contre les suppressions d'emploi à Air Inter et chez Chausson. Partout les salariés défendent leurs droits.

Alors que dans le même temps une forte majorité de Français souhaitent un développement des emplois de service public, se prononcent pour une augmentation des salaires, notamment les plus modestes, et aspirent à une politique de relance en favorisant la consommation, ces mouvements confirment une évolution en profondeur du pays. Les vieilles recettes libérales ont échoué. Le monde du travail refuse la fausse opposition entre le salaire et l'emploi, utilisée par la droite pour imposer une politique de déflation salariale. Il rejette la politique conduite par le gouvernement Balladur, avec le soutien sans faille de Jacques Chirac depuis deux ans, politique qui s'est traduite par un recul global de 18 milliards de la masse des revenus salariaux.

Les socialistes, qui apportent leur total soutien aux revendications des salariés, proposent aujourd'hui, à l'occasion de la campagne pour l'élection présidentielle et avec leur candidat Lionel Jospin, de placer la redistribution des revenus au cœur d'une autre politique de l'emploi et de la justice sociale.

TOUT LE MONDE DEHORS !

La Journée internationale contre le racisme nous donne aujourd'hui l'occasion de nous interroger sur le bilan de la politique de l'immigration mise en œuvre par le gouvernement Balladur. Point n'est besoin de souligner que la situation des populations immigrées s'est considérablement précarisée. Les yeux du ministre de l'intérieur Charles Pasqua ne voient en un immigré qu'un parasite en irrégularité, un suspect responsable de tous les maux de notre société. Le message est clair pour les personnes concernées : on ne vous retient pas chez nous. Et la méthode suit. Les mariages mixtes ne sont guère facilités par l'administration ; le fait d'être parent d'un enfant français et de subvenir à ses besoins n'est pas suffisant si le père ou la mère sont entrés quelques années plus tôt sur le territoire en situation irrégulière ; une obligation de dénonciation pour les irréguliers a été instituée ; les prestations familiales et l'assurance-maladie sont suspendues lorsque le renouvellement du titre de séjour est en cours d'examen... En matière d'asile, la démarche est également contraignante. Elle passe maintenant par un premier tri effectué par les autorités préfectorales, tri dont ne bénéficient même pas les femmes menacées par les intégristes et interdites d'asile.

Enfin, plus grave encore, nombre de personnes en provenance de pays instables politiquement se heurtent aux portes fermées des consulats et à la restriction de la délivrance des visas à entrées multiples permettant des allers et retours en fonction des événements. En d'autres termes, c'est de la non-assistance à personnes en danger.

Le résultat escompté est obtenu : Accusés de non-intégration, l'immigré et sa famille sont usés et marginalisés. Décidément, la droite et les droits de l'homme ne font pas bon ménage.

George Pau Langevin
Secrétaire nationale aux Droits de l'homme

21 mars : Journée mondiale contre le racisme

Le Parti socialiste vous appelle à participer largement à une rencontre sur l'intégration des minorités en France :

LES NOUVELLES COULEURS DE LA FRANCE

Mardi 21 mars de 18 h 30 à 22 h 00

LSC - 69 ter rue de la Chapelle
Paris 18e - M° Porte de la Chapelle
Animée par
George PAU LANGEVIN,
secrétaire nationale chargée des Droits de l'Homme,
et avec la participation de
Kofi Yamgnane, Roger Bambuck, Fode Sylla, Harlem Desir, Olympe Bhely-Quenum, Moïse Balenda, Ahmed Ghayet, Georges Louisor.

Commission nationale entreprises au 13 mars 1995

BACHY Jean-Paul • BERTRAND Yves • BOISSON Jean-Paul • BONVALOT Denis • BOUY Gérard • BRAMI Gilbert • CAMUS Jean-Louis • CASIER Philippe • DAUPHIN Mireille • DEBORD Eric • DELAPORTE Chantal • DESCAMPS-KIEFFER Marie-José • DIDIER Roland • DOUAY Raymond • DUGAS Pierre-Marie • FORESTIER Jean-Michel • FRAQUIER Gérard • GAUNET-RAVION Marie-Paule • GRAFF Jean-Claude • GRALEPOIS Alain • GRANDVOINET Bernard • GRIMONT Jean • GROSSET Jean • GUENOT Patrick • JAOUEN Jean-Pierre • JOLICLERC François • JOUSSELIN Thierry • LABILLE Raymond • LACAZE Pierre • LAFON Christian • LASCOUX Jean-François • LAUR André • LE VIF Gérard • LEBEAU Daniel • LEBRET Philippe • LERAY Jacqueline • LEROY Dominique • MALESSET Marie-Marguerite • MARCHESIN Roland • MILLERET Jean-Philippe • MIROUSE Monique • MOREL Pierre • MOUTAT Bernard • NALLET Jean-François • OLIVER Robert • PARMENTIER Christian • PASTRE Daniel • PAULET Jean-Jacques • PICANT Charles • PIGNE André • POYET Marie-Françoise • RAFFET Michel • RAPINEL Loeiz • SANS Jean • TAPIN Daniel • TRONCHE Michel • VIGNE Gérard • VILLALONGA André • VILLENEUVE Marcel • VIOLS Maurice • YSARD Emile •

SOLIDARITÉ AVEC HENRI EMMANUELLI



L'ensemble des anciens premiers secrétaires et trésoriers, le secrétariat national et le bureau national du Parti socialiste, les groupes parlementaires au Sénat, à l'Assemblée nationale, au Parlement européen, la Fédération des élus socialistes et républicains et tous les militants socialistes tiennent à manifester leur solidarité entière et active à Henri Emmanuelli.

En aucun cas, il ne faudrait que le Premier secrétaire du Parti socialiste porte seul, en raison des fonctions passées que nous lui avions confiées, la responsabilité pénale d'une affaire qui relève au plus d'une responsabilité politique et morale collective. Ils font confiance à la justice pour que ce procès qui concerne des faits qui se sont produits dans la Sarthe, avant que les lois de 1990 et de 1993 ne permettent un financement légal des partis politiques, et qui ne comporte aucune ombre d'enrichissement personnel, ne se transforme pas en une mise en cause du Parti socialiste à travers son principal dirigeant. Cela serait d'autant plus étonnant que le PS serait l'unique organisation politique à être traitée ainsi.

Cela serait également paradoxal puisque Henri Emmanuelli, devant la commission d'enquête parlementaire qui avait été réunie à l'initiative des socialistes en 1991, a été le seul trésorier à expliquer publiquement comment notre Parti finançait sa vie militante et son expression politique avant que Michel Rocard et Pierre Bérégovoy, rappelant que la démocratie avait un coût, ne mettent fin à cette situation.

Devant les juges, devant l'opinion, devant les femmes et les hommes de ce pays, nous voulons affirmer que tout ce qui serait reproché à Henri Emmanuelli pourrait être également reproché à chacun d'entre nous. Dans le prétoire, il n'était pas seul. Nous étions tous avec lui.

Paris, le 15 mars 1995

AGENDA

Déplacements de Lionel Jospin
Le 17 mars : Pas-de-Calais
MEETINGS
le 21 mars : à Rennes
le 29 mars : à Nancy
le 6 avril : à Montpellier
le 13 avril : à Bordeaux
le 18 avril : à Lyon
le 20 avril : à Lille

Déplacements d'Henri Emmanuelli
Le 22 mars : Paris XVe
Le 23 mars : Beauvais
Le 24 mars : dans l'Eure
Le 25 mars : Dax
Le 27 mars : Belfort
Le 28 mars : Charleville
Le 30 mars : Angoulême
Le 31 mars : Tulle
Le 1er avril : Aurillac

- Réunion du Comité national de soutien : le 20 mars.
- Etats généraux de l'Education : le 26 mars de 9h30 à 17h à la Mutualité.
- Rassemblement national des élus socialistes et républicains ; l e 9 avril.

UNE RÉPONSE CINGLANTE

Depuis plus d'une décennie, l'air du temps voulait que l'on dénigre complaisamment l'Etat, les dépenses publiques, les agents publics et tout ce qui pouvait de près ou de loin déjouer, ou contrarier, la machine à déréguler et à déréglementer la pratique et la logomachie libérales.

Le laisser-faire et le laisser-aller représentaient, selon certains beaux esprits, la quintessence de la liberté et de l'efficacité ; et l'Etat celle de l'archaïsme et de la bureaucratie.

Certes les Français continuaient à s'adresser à l'Etat providence et à sa capacité d'intervention pour réduire les effets de la crise. Mais dans le même temps, on leur prêtait le sentiment de récuser les agents de l'Etat "dépensiers, budgétivores et représentants patentés d'une bureaucratie inopérante".

Le sondage qui vient d'être effectué par la Sofres à la demande -ironie du sort- du "Figaro", démontre que cette tendance s'est largement dissipée dans l'opinion et l'esprit des Français.

En effet 82 % des personnes interrogées dans cette enquête, contre 13 % seulement, souhaitent clairement le recrutement de nouveaux fonctionnaires et agents publics, en particulier dans des secteurs comme l'enseignement et la santé.

Au niveau des électeurs, toutes les familles politiques semblent d'ailleurs partager cette aspiration profonde. Ainsi, 90 % des sympathisants de gauche mais aussi 77 % des sympathisants de droite dont 83 % de proches de Philippe de Villiers, l'apôtre du libéralisme, de la suppression de l'impôt sur le revenu et de "la mise à la diète" de l'administration publique, se reconnaissent dans cette démarche.

Cette indication est précieuse : elle rompt sans détour avec les poncifs libéraux ; elle démontre un attachement profond aux services publics et à leur mission ; elle prouve que les Français, inquiets de l'avenir de leurs enfants, continuent de miser sur le développement des emplois publics pour réduire le chômage.

Le résultat de cette enquête constitue également une réponse cinglante à Jacques Chirac qui prétend laisser filer les dépenses de médecine libérale tout en s'en prenant à l'hôpital public, et en projetant de rogner ses capacités de fonctionnement.

Les Français qui, selon cette enquête, souhaitent l'accroissement des emplois dans le domaine de la santé, témoignent ainsi de leur confiance dans l'hôpital public, son efficacité, sa capacité technique, en le pôle d'excellence et de compétence qu'il demeure. Il était bon aussi que cette réalité-là soit clairement affirmée.

Michel DEBOUT,
Secrétaire national aux Affaires sociales

CARNET DE CAMPAGNE

Sondages, sondages. Ils pleuvent en cette fin de semaine avec les indications convergentes traduites en images par les médias : Chirac s'envole, Balladur s'effondre, Jospin reste stable. Et comme les sondages sont devenus les principaux sujets de commentaires, beaucoup voient déjà le maire de Paris à l'Elysée !

On n'en est évidemment pas là. Plus de six semaines avant le premier tour le résultat final est loin d'être déjà inscrit. Seule certitude : Balladur est tombé de son piédestal et la façon maladroite dont il a géré l'affaire de ses actions GSI et de son patrimoine a beaucoup nui à son image. Peu importe, à la rigueur, qu'il ait ou non respecté la loi. Ce qui choque, c'est qu'en plus de son traitement de député et d'élu de Paris, il ait reçu, pendant cinq ans, un salaire mensuel de 100.000 francs par mois pour conseiller (?) une entreprise. Difficile ensuite de parler d'égalité des chances aux chômeurs, aux Rmistes ou aux Smicards lorsqu'on possède une fortune de 21 MF !

Même observation pour Chirac qui se trouve contraint de publier lui aussi son patrimoine (n'oublions pas que c'est Lionel Jospin qui l'avait fait le premier) et qui est lui aussi passible de l'impôt sur la fortune, même si l'on s'étonne de la modeste valeur de son château corrézien...

Jospin a donc beau jeu de souligner que c'est en lui et non pas dans les deux candidats de droite que les salariés, surtout les plus modestes, peuvent se reconnaître.

Revaloriser les salaires, s'engager vers la réduction de la durée du travail, développer les créations d'emplois pour les jeunes, assurer la défense de la protection sociale, voilà quelques-uns des thèmes tirés de ses propositions aux Français que le candidat socialiste martèle encore ce mardi matin au petit déjeuner de RTL, quelques heures après son retour de Bonn où il a parlé de l'Europe avec le chancelier Kohl.

Cette fois, la campagne est bien partie, renforcée par les nouveaux soutiens venus des amis de Jean-Pierre Chevènement, de Bernard Kouchner et, surtout, celui de François Mitterrand qui a voulu, dans son interview au "Figaro", couper court aux commentaires suscités par le ralliement à Chirac de quelques ex mitterrandolâtres" dont l'appartenance à la gauche n'a jamais été démontrée. Le Président, lui, est clair et son engagement pour Jospin est sans équivoque.

Claude Estier

QUELLE ÉCOLE POUR DEMAIN ?

Les propositions des socialistes pour l'éducation et la formation professionnelle

DIMANCHE 26 MARS À LA MUTUALITÉ

24, rue Saint-Victor - Paris Ve Métro : Maubert-Mutualité

Avec

HENRI EMMANUELLI
Premier secrétaire du Parti socialiste

LIONEL JOSPIN
Candidat à la présidence de la République

Matinée : de 9 h 30 à 12 h 30

Quelle école pour l'an 2000 ?

Débats introduits par

DANIELLE BONDELLE, professeur de Sciences économiques à l'Université de Paris-Dauphine

JACQUES DELORS, président de la Commission de l'Unesco pour l'éducation au XXIe siècle

LAURENT FABIUS, ancien Premier ministre

BENOÎT HAMON, président du MJS

Conclusion :
HENRI EMMANUELLI

Après-midi : de 14 h 30 à 17 h 00

Pour un service public de l'Éducation nationale, laïque, diversifié et de qualité.

Débats introduits par

CLAUDE ALLÈGRE, universitaire

MARTINE AUBRY, ancien ministre, présidente de la Fondation "Agir contre l'Exclusion"

CLAUDE PAIR, ancien directeur des lycées, ancien recteur de l'académie de Lille

HENRI WEBER, Secrétaire national chargé de l'Éducation

Conclusion :
LIONEL JOSPIN

Fondation Jean Jaurès